

## COMMERCE

# La tutelle renforce le contrôle des prix

Une vaste opération de contrôle et d'inspection a été effectuée hier à Alger par les services du ministère du Commerce. Lors d'une visite inopinée au marché de gros des produits alimentaires, les agents de contrôle ont relevé plusieurs infractions liées notamment au défaut de facturation et au monopole exercé sur certains produits.

P 3



## ACQUISITION D'AVIONS PAR LEASING

### Air Algérie lance une nouvelle consultation internationale

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a lancé une nouvelle consultation internationale portant acquisition d'avions par le moyen du leasing opérationnel, et ce après l'infructuosité de la première consultation.

P 2

## SAISON ESTIVALE

### Grand rush sur les plages

Si le mois d'août, est la période de prédilection de nos concitoyens pour s'offrir des vacances, cette fois-ci, la canicule a encore accentué l'envie de se rafraîchir. Cela a induit évidemment une surcharge des plages. Cette abondance de gens a entraîné certains désagréments, dus à l'incivisme de certains, et face au rush, les prix ont flambé, tant du point de vue location que de consommation, avec en corollaire, des prestations qui sont très en deçà de ce qui est attendu.

P 5

## INDUSTRIE

### Recul de l'activité durant le premier trimestre 2023

L'activité industrielle a reculé durant le premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Selon l'opinion des chefs d'entreprise, ayant répondu à l'enquête de l'ONS sur la situation et les perspectives dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production a été supérieur à 50% selon plus de 44% des enquêtés du secteur public et 70% de ceux du secteur privé.

P 3

## PÉTROLE

Le Brent à plus  
de 85 dollars

P 4

## FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

L'Algérie appelle à une  
transition progressive,  
inclusive et équitable

P 4

## ZONE EURO

La croissance du PIB  
estimée à 0,3%  
au 2<sup>e</sup> trimestre

P 11

ACCIDENTS DE LA ROUTE  
8 morts et 199 blessés en 24 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 199 autres ont été blessées dans 170 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique ce lundi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa où trois (3) personnes ont trouvé la mort suite à une collision entre un véhicule léger et un camion survenue sur le chemin wilaya N 01 au lieudit Reguiba commune de Chorréa, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Skikda sont intervenus pour le repêchage du corps d'un adolescent âgé de 14 ans décédé noyé dans une mare d'eau dans la daïra d'El-Harrouche. Les unités de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de 7 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas du territoire national: un incendie de forêts, d'arbres fruitiers, trois (3) de botte de foin et deux (2) de palmeraies, indique le communiqué.

AGENCE NATIONALE  
DU SANG

Appel au don  
de sang à l'occasion  
de la période estivale

L'Agence nationale du sang (ANS) a lancé un appel aux citoyens âgés entre 18 et 65 ans à faire un don de sang en cette saison estivale marquée par "une baisse de la fréquentation des structures de transfusion sanguine" et l'"accroissement des besoins en produits sanguins", indique dimanche l'ANS dans un communiqué. Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la promotion du don de sang et de sensibilisation des citoyens à l'importance de ce geste salvateur, surtout en cette saison estivale marquée par la baisse de la fréquentation des structures de transfusion sanguine par les donneurs et l'accroissement des besoins en produits sanguins, notamment dans les services de gynécologie obstétrique et les urgences chirurgicales", précise la même source. A cet égard, l'ANS a lancé un appel au don de sang à l'ensemble de la population âgée de 18 à 65 ans et en bonne santé pour "offrir un peu de leur sang au niveau des structures de transfusion sanguine ou des véhicules de collecte de sang".

ACQUISITION D'AVIONS PAR LEASING

Air Algérie lance une nouvelle consultation internationale

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a lancé une nouvelle consultation internationale portant acquisition d'avions par le moyen du leasing opérationnel, et ce après l'infructuosité de la première consultation.

Par R E.

Selon un document rendu public dimanche par Air Algérie, cette dernière indique qu'elle lance une consultation internationale ayant pour objet « Leasing opérationnel (Dry lease) d'une flotte pouvant atteindre dix (10) avions », dont six (6) gros porteurs et quatre (4) moyens porteurs. Pour ce qui est des gros porteurs, Air Algérie cherche six modèles A330-200/300 (mo-

teurs GE) et/ou A330-900. S'agissant des moyens porteurs, la compagnie aérienne cherche quatre modèles B737-800 et/ou B737-900ER et/ou B737-9 Max.

La présente Consultation Internationale s'adresse exclusivement aux Sociétés de Leasing, Compagnies aériennes et Constructeurs disposant des droits, agréments, certificats ou autorisations régissant l'activité Leasing opérationnel d'aéronefs », précise Air Algérie, qui explique que « les candidats éligibles peu-

vent soumissionner pour un ou plusieurs avions et pour chaque type de flotte. » « Les candidats intéressés par la présente consultation peuvent retirer le cahier des charges sur demande adressée par courrier électronique à l'adresse ci-après: aircraftlease2023@airalgerie.dz », selon la même source, précisant que « les soumissions doivent parvenir par voie électronique aux adresses indiquées ci-dessous, avant la date limite de réception des offres fixée au 15/09/2023. »

L'Offre Technique doit être envoyée à cette adresse : « techproposal.lease@airalgerie.dz Et l'Offre commerciale à cette adresse : compproposal.lease@airalgerie.dz » Pour rappel, dans un avis d'infructuosité rendu public le 10 juillet, l'EPE/SPA Air Algérie avait indiqué « qu'à l'issue des travaux de la commission d'évaluation des offres, la consultation est déclarée infructueuse pour non-conformité des offres aux exigences du cahier des charges».

AGRICULTURE

250 postes d'emploi au profit des diplômés des universités et instituts

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture de 250 postes d'emploi au niveau central et local, et dans les instituts sous tutelle, au profit des diplômés des universités et instituts supérieurs dans plusieurs spécialités. "Dans le cadre du renforcement des capacités des ressources humaines du ministère de l'Agriculture et du Développement rural au niveau central et local, et dans les instituts sous tutelle, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, annonce l'ouverture de 250 postes d'emploi au profit notamment des diplômés des universités et des instituts supérieurs dans plusieurs

spécialités", lit-on dans le communiqué. Il s'agit des spécialités Santé publique vétérinaire, Ingénieur agronome, Informatique et Gestion des forêts, précise la même source. Ces postes contribueront au "renforcement de l'encadrement des différents programmes du secteur, notamment ceux relatifs à la protection et à la modernisation de la santé publique, à la numérisation du secteur et à la relance des différentes filières agricoles stratégiques, ainsi qu'à la préservation du couvert végétal", conclut le communiqué.

R E.

SÛRETÉ NATIONALE

Saisie de plus de 79 kg de cocaïne et arrestation de 16 individus

Les services de la Sûreté nationale ont déjoué, cette semaine, une des plus grandes opérations de trafic de drogues dures dans l'histoire de l'Algérie, où ils ont saisi plus de 79 kg de cocaïne et arrêté 16 individus, indique dimanche un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

« Après un important travail de renseignement mené pendant plus de trois mois, le Service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (SCLTIS) relevant de la DGSN a déjoué, cette semaine, une des plus grandes opérations de trafic de drogues dures, où ils ont saisi 79 kg et 400 g de cocaïne et arrêté 16 mis en cause, originaires d'Alger et de Blida », précise la même source. « Les enquêtes approfondies menées par le SCLTIS, sous le contrôle du parquet compétent, ont permis de démêler l'écheveau de cette affaire impliquant un dangereux réseau criminel transfrontalier, dirigé par un grand baron de la drogue, le

dénommé « CH. Chouaïb », dit « El hadj Zkaboudj », actuellement en fuite en France, qui envisageait de déplacer cette importante quantité de cocaïne de Tamanrasset vers Alger », souligne le communiqué. « Les investigations ont permis d'identifier les membres de ce dangereux réseau criminel, à commencer par le transporteur de la cargaison, âgé d'une soixantaine d'années, une catégorie d'âge choisie par le baron Zkaboudj comme subterfuge pour faire diversion et éloigner les soupçons », poursuit la même source. « Surveillé 24h/24 par les mêmes services, ce chauffeur soixantenaire a été arrêté le 23 juillet 2023 à Berriane (Ghradaïa) à bord d'un véhicule tout-terrain », explique le communiqué. « Une fouille minutieuse a permis de découvrir 65 briques de cocaïne d'un poids total de 73 kg et 720 g, qui étaient soigneusement dissimulées dans une cachette secrète dans la malle du véhicule », selon la même source.

Approfondissant les investigations et intensifiant les recherches techniques spécialisées, « les enquêteurs de la Sûreté nationale ont arrêté les 15 autres membres du dangereux réseau criminel, l'un après l'autre, entre le 24 et le 29 juillet 2023 ». « La mission de ces membres consistait principalement dans la distribution et la trafic de ces poisons », ajoute le communiqué. La perquisition des domiciles des suspects a permis de « saisir une autre quantité de cocaïne d'un poids de 5 kg et 680 gr et d'une somme de 2,176 milliards de centimes dans la commune de Bourouba (Alger) ». Le baron « Hadj Zkaboudj » est « le cerveau-même qui avait tenté d'inonder l'Algérie de 1.200.000 capsules de psychotropes, la veille du mois de Ramadhan dernier », précise le communiqué, qui rappelle qu'« il fait l'objet de cinq mandats d'arrêt internationaux ».

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger  
Siège de la rédaction  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

COMMERCE

# La tutelle renforce le contrôle des prix

Une vaste opération de contrôle et d'inspection a été effectuée hier à Alger par les services du ministère du Commerce. Lors d'une visite inopinée au marché de gros des produits alimentaires, les agents de contrôle ont relevé plusieurs infractions liées notamment au défaut de facturation et au monopole exercé sur certains produits.

Par Sirine R

Sur le constat de ces contrôleurs, la plupart des commerçants ne possèdent pas de factures, notamment pour des produits alimentaires tels l'eau minérale et les légumes secs (pois-chiche, pois, haricot, lentille et riz). Les prix de ces derniers connaissent une flambée sans précédente. Un kilo de riz dépasse les 300 DA, les lentilles et les haricots à 400 DA et 300 DA pour le pois-chiche. Même chose pour l'eau minérale embouteillée. Le prix d'un fardeau chez les détaillants est fixé à 240 DA, soit 40 DA pour une bouteille d'eau de 1,5 litres. Quant la bouteille de 0,5 litre, elle est cédée à 30 DA chez les détaillant, alors son prix ne devrait pas dépasser les 15 DA/unité. Cette situation est jugée d'inacceptable par le ministère du commerce. Des enquêtes sont en cours pour connaître les réelles raisons de cette hausse des prix injustifiées, d'autant que les prix usines de l'eau minérale et autres boissons n'ont pas connu un changement. Donc, le problème réside dans la chaîne de la distribution, ou les intermédiaires imposent leurs diktats. Le président de l'Association de producteurs algériens de boissons, Ali Hamani a déclaré à la presse que cette augmentation des prix «n'a rien à voir avec les producteurs. C'est plutôt les intermédiaires qui ont saisi cette occasion pour le faire et leur décision est condamnable. Tout comme ceux qui décident de profiter des événements religieux à l'image du ramadan et l'Aïd pour augmenter le prix des lé-

gumes, des moutons et autres aliments que les citoyens sont dans l'obligation d'acheter». Donc le renforcement du contrôle par la sensibilisation et l'application de la loi sont le seul moyen pour faire baisser les prix de ces produits, d'autant que l'Etat a pris des mesures et de décisions importantes pour la préservation du pouvoir d'achat es manages. Pour les légumes secs, les autorités du pays ont chargé l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OACI) pour l'approvisionnement du marché national en quantité nécessaire en ces produits très prisés par les Algériens notamment durant l'hiver. Une note de l'ABEF de a été adressée aux dirigeants des banques et organismes financiers, l'ABEF répercute l'instruction n° 430 du ministère du Commerce et de la Promotion de l'exportation, datée du 9 février 2023, laquelle porte sur l'interdiction de l'importation des légumes secs et du riz, par des opérateurs économiques, que ce soit « pour une revente en état ou usage propre ». Toutefois, les prix des légumes secs connaissent une flambée sur le marché. C'est pour cela, les services du commerce multiplient leur sortie sur le terrain afin de faire face à ces pratiques «illégalles». «La préservation du pouvoir d'achat des ménages et notre première préoccupation. Les légumes secs, le lait, l'eau sont une ligne rouge à ne pas franchir», dira Mme Belkaldour, Inspectrice régionale du Commerce. Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite d'inspection, la représentante du ministère du

Commerce a indiqué la non facturation est devenu un phénomène nationale, en précisant que des sanctions sévères seront prises. Le commerçant en question risque d'être poursuivi en justice, la saisie de la marchandise non facturée, la fermeture du magasin et l'application de la loi contre la spéculation illicite. Appelant les commerçants à la raison, en s'éloignant de ce genre de comportements, la même responsable a déploré que certains profitent de cette saison de grande chaleur pour augmenter les prix de l'eau minérale. Selon elle, rien n'explique ces hausses de prix. «Le marché est bien approvisionné et aucune pénurie n'a été enregistrée à travers le pays. Donc, ces hausses dans les prix, on les concèdent comme étant des actes de la spéculation. Nous avons constaté que tous les grossistes au niveau de la région du Hussein Dey (Alger) ne possèdent pas de factures. C'est inadmissible et la loi sera appliquée dans toute sa rigueur», détaille-t-elle. L'autre infraction sur le terrain, c'est le monopole exercé par certains grossistes sur les légumes secs. Des quantités importantes sont stockées au niveau de ces commerces. Des petites quantités sont proposées à la vente. C'est ce qu'explique d'ailleurs, cette flambée des prix des légumes secs. En somme, une nouvelle organisation du commerce en Algérie s'impose, en procédant, selon des experts, au développement de la grande distribution dans notre pays et la numérisation des différentes opérations commerciales.

## CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

### Merad présente les condoléances aux familles des victimes des incendies

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, lundi à Ain Benian (Alger), les condoléances aux familles des huit (8) victimes des incendies qui ont récemment touché plusieurs wilayas du pays. Accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, M. Merad a exprimé "l'attachement des pouvoirs publics à accompagner les familles des victimes et à les aider à surmonter cette pénible épreuve", soulignant que l'Etat "a mobilisé tous les moyens humains et matériels, notamment les moyens aériens, pour lutter contre les incendies et préserver les vies des citoyens". Le ministre a également salué "la contribution héroïque des citoyens", ainsi que "le grand élan de solidarité" qui constitue "l'une des images de cohésion entre les Algériens". M. Merad a, par la même, remis les aides décidées par le Président de la République au profit des familles des victimes. Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, s'est rendu, ce lundi en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaoutar Krikou, à l'Hôpital des Grands Brûlés « Said Chibane » à Zéralda (Alger), pour s'enquérir de l'état de santé des blessés des derniers incendies qui ont touché plusieurs wilayas du pays. Lors de cette visite, les ministres se sont également enquis de l'état de santé et de la prise en charge des blessés évacués de Tamanrasset suite au tragique accident de la circulation survenu, récemment, dans cette wilaya du sud du pays. Il est à rappeler que la Direction générale de la protection civile (DGPC) a organisé, avant-hier dimanche, au niveau de l'unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El-Beida (Alger), une réunion d'évaluation pour la présentation des rapports d'intervention de la protection civile, lors de la vague d'incendies qui a récemment frappé plusieurs wilayas du pays. A cette occasion, le lieutenant colonel Abdelkrim Habi a précisé que cette réunion évaluative a été l'occasion de présenter les rapports d'intervention des unités de la protection civile durant les opérations d'extinction des feux, lors des derniers incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays, et ce, afin d'en améliorer la qualité, mais aussi pour mieux maîtriser les difficultés rencontrées sur le terrain. Cette rencontre s'est tenue sous la supervision du Directeur de l'organisation et de la coordination des secours, et du Directeur de la prévention, avec la participation des chefs de service de la protection générale des 8 wilayas sinistrées, à savoir Bejaia, Bouira, Tizi Ouzou, Jijel, Skikda, Boumerdes, El Tarf et Médéa. Il est, également, à noter que ces opérations d'extinction ont connu la participation de plus 8.000 éléments de la protection civile, et plus de 500 engins d'intervention, en sus du renfort aérien à l'aide de canadiens et d'hélicoptères.

R.E.

INDUSTRIE

## Recul de l'activité durant le premier trimestre 2023

L'activité industrielle a reculé durant le premier trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Selon l'opinion des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête de l'ONS sur la situation et les perspectives dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production a été supérieur à 50% selon plus de 44% des enquêtés du secteur public et 70% de ceux du secteur privé. Le niveau d'approvisionnement en matières premières a été inférieur à la demande exprimée selon près de 39% des concernés du secteur public et de plus de 35% de ceux du privé, ce qui a engendré des ruptures de stocks à près de 19% des premiers et à près de 11% des seconds, allant à moins de 29 jours selon la majorité d'entre eux. En outre, près de 10% des chefs d'entreprises du secteur public et près de 19 % de ceux du privé ont connu des pannes d'électricité, engendrant des arrêts de travail, toutefois, inférieurs à 6 jours pour la plupart des concernés. Par ailleurs, près de 70% des enquêtés du secteur public et près de 60% de ceux du privé déclarent être satisfait de l'approvisionnement

en eau durant ce trimestre. S'agissant de la demande en produits fabriqués, elle reste stable selon les chefs d'entreprises publiques enquêtés et a augmenté selon ceux du secteur privé. Plus de 35% des considérés du secteur public et près de 45% de ceux du privé déclarent n'avoir pas satisfait toutes les commandes reçues. Toutefois, il subsiste des stocks de produits fabriqués selon la plupart d'entre eux, situation jugée anormale par la majorité des concernés publics. Plus de 7% des enquêtés du secteur public déclarent avoir connu des problèmes de transport durant ce trimestre. L'état de la trésorerie demeure normal selon plus de 46% des concernés du secteur public ainsi que de plus de 76% de ceux du privé et reste mauvais selon 30% des premiers et de près de 16% des seconds. Toutefois, l'allongement des délais de recouvrement des créances, les charges d'exploitations élevées ainsi que le remboursement des emprunts continuent d'influer sur l'état de la trésorerie. Cependant, plus de 26% d'entreprises privé ont recouru à des crédits bancaires et la plupart n'a pas eu de difficultés à les contracter.

Concernant l'aspect de l'équipement, des enquêtés du secteur public (plus de 55%) et près de 24% de ceux du secteur privé déclarent avoir connu des pannes durant ce trimestre, pour des raisons principalement de vétusté des équipements. Plus de 31% des concernés du secteur public ont remis en marche leurs équipements après une panne et près de 19% des concernés du secteur privé ont procédé à des extensions. Par ailleurs, plus de 11% des premiers et près de 18% des seconds ont procédé à des renouvellements. La plupart des enquêtés du secteur public et de ceux du privé déclare pouvoir produire davantage en renouvelant les équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. Pour le prochain trimestre et par rapport au précédent, la plupart des chefs d'entreprises enquêtés des deux secteurs ayant répondu à l'enquête prévoit une hausse de la production et de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de bonnes perspectives de leurs trésoreries.

Z.R.

## AQUACULTURE À ORAN

## Des mises en demeure pour 18 investisseurs défaillants

La Direction de la Pêche et de l'Aquaculture d'Oran a adressé 18 mises en demeure à des investisseurs dans le domaine de l'Aquaculture, ayant bénéficié de plusieurs avantages sans toutefois concrétiser leurs projets, a-t-on appris auprès de cette direction. Le directeur de la Pêche et de l'Aquaculture d'Oran, M. Menouar Maghni Sandid a ainsi indiqué que 18 investisseurs ayant bénéficié de plusieurs avantages, des fonciers en terre ferme et en mer, notamment, ont été mis en demeure, soulignant qu'il s'agit d'une « opération d'assainissement de l'investissement dans le secteur de l'Aquaculture dans la wilaya d'Oran ».

L'objectif étant de récupérer le foncier attribué à ces investisseurs, a-t-il encore précisé, faisant savoir que 7 investisseurs, qui souhaitent bénéficier d'une seconde chance se sont manifestés, suite à ces mises en demeure, alors que les 11 autres n'ont pas réagi.

« La Direction de la Pêche et de l'Aquaculture poursuit ces démarches, afin d'assainir le secteur, récupérer le foncier et permettre à d'autres investisseurs de réaliser des projets en mesure d'apporter de la valeur ajoutée à la wilaya », a souligné M. Sandid.

La wilaya d'Oran compte, actuellement, quatre fermes aquacoles en production, la première spécialisée dans l'élevage de la dorade et de loup de mer et les trois autres en conchyliculture (moules et huîtres), alors que 12 dossiers de projets de fermes aquacoles sont en cours d'étude.

## Le pétrolier des Émirats arabes unis promet d'«accélérer» son plan zéro carbone

Adnoc a revu à la hausse ses ambitions climatiques pour atteindre la neutralité carbone en 2045. Le géant pétrolier des Émirats arabes unis, Adnoc, a annoncé lundi avoir revu à la hausse ses ambitions climatiques pour atteindre la neutralité carbone en 2045, cinq ans avant la date initialement prévue par le riche Etat du Golfe qui accueille en fin d'année la COP28. Parmi les premiers exportateurs de brut au monde, le pays avait promis d'atteindre un objectif zéro carbone d'ici 2050, alors que l'organisation de la conférence de l'ONU sur le climat, fin novembre à Dubaï, a suscité les critiques des défenseurs de l'environnement.

«Adnoc accélère son plan de décarbonation pour avancer son ambition de zéro net à 2045, par rapport à son objectif précédent de 2050», a annoncé la société dans un communiqué. Elle projette également d'arriver à «zéro émission de méthane d'ici 2030». Adnoc compte «augmenter ses investissements et redoubler d'efforts en matière de décarbonation», en s'appuyant sur un financement initial «de 15 milliards de dollars pour des solutions à faible émission de CO2», a assuré l'entreprise.

## PÉTROLE

## Le Brent à plus de 85 dollars

*Les cours du pétrole évoluaient, ce lundi, en petite hausse, à leur plus haut niveau depuis trois mois. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,52% à 85,43 dollars.*

Par Slimane T

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, progressait de 0,78% à 81,21 dollars. Les deux références mondiales du brut évoluaient ainsi à leur plus haut niveau depuis plus de trois mois.

En effet, selon des analystes de DNB, rapporte le site la AFP, la résistance de la demande de pétrole combinée aux réductions de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés) ont fait pencher l'humeur du marché pétrolier dans la direction haussière.

Les analystes espèrent en effet en savoir plus sur les intentions du leader de facto de l'Opep au début du mois d'août, l'Arabie saoudite ayant annoncé ses précédentes réductions de production au début du mois de juin, puis des prolongations la première semaine de juillet. «Il semble peu probable que l'Arabie

saoudite change d'avis », affirme John Evans, de PVM Energy, rapporte la même source.

La hausse des cours restait cependant modeste, d'autres facteurs pesant sur le brut comme la situation économique chinoise, «qui envoie des signaux contradictoires» au marché, notent les analystes d'Energy Aspects.

Or, l'activité manufacturière du pays s'est repliée en juillet pour le quatrième mois consécutif, selon des données officielles publiées lundi.

La croissance chinoise, plus modeste qu'anticipée par les économistes au deuxième trimestre, avait plus tôt en juillet déjà alimenté les craintes des investisseurs quant à la résilience de la demande de brut du pays. Le rebond consécutif à l'arrêt de la politique très restrictive du zéro-Covid déçoit.

Dans ce contexte, le gouvernement chinois a publié lundi un plan en 20 points pour stimuler la consommation, notamment en soutenant davantage la demande de logements, le secteur de la culture et du tourisme, ainsi que

celui de la "consommation verte", comprenant les véhicules électriques. De quoi permettre de rassurer les investisseurs, qui resteront cependant à l'affût de signes concrets d'une reprise franche.

Les analystes de Goldman Sachs ont déclaré, dans une note datée du 30 juillet, que les prix du pétrole ont augmenté de 18 % depuis la mi-juin, car la demande record et les réductions de l'offre saoudienne ont rétabli les déficits, et le marché a abandonné son pessimisme en matière de croissance.

«Nous prévoyons toujours que la réduction saoudienne de 1 million de bpj supplémentaires durera jusqu'en septembre et qu'elle sera réduite de moitié à partir d'octobre», ajoutent-ils.

La banque a maintenu ses prévisions pour le Brent à 86 dollars le baril pour décembre et s'attend à ce que les prix augmentent jusqu'à 93 dollars au deuxième trimestre 2024.

Goldman Sachs a estimé que la demande mondiale de pétrole avait atteint le niveau record de

102,8 millions de bpj en juillet et a revu à la hausse la demande pour 2023 d'environ 550 000 bpj en raison d'estimations de croissance économique plus fortes en Inde et aux États-Unis, compensant une baisse de la consommation en Chine. «La demande plus ferme entraîne un déficit modérément plus important que prévu en S2 2023, avec une moyenne de 1,8 million de bpj, et un déficit modeste de 0,6 million de bpj en 2024», a indiqué le rapport.

Darren Woods, PDG d'Exxon Mobil, a déclaré que l'entreprise s'attendait à une demande de pétrole record cette année et l'année prochaine, ce qui pourrait contribuer à stimuler les prix de l'énergie au second semestre. Aux États-Unis, les entreprises du secteur de l'énergie ont réduit d'une unité le nombre de plateformes pétrolières en juillet, pour le huitième mois consécutif, pour le porter à 529, a indiqué Baker Hughes dans son rapport hebdomadaire de vendredi.

## FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

## L'Algérie appelle à une transition progressive, inclusive et équitable

Le Pr Nouredine Yassaa, Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique auprès du Premier ministre, a indiqué, ce lundi, que l'Algérie doit opérer une transition efficace en développant les énergies renouvelables, mais surtout en maîtrisant la consommation et l'efficacité énergétique.

« L'Algérie fait face à une double vulnérabilité : climatique et économique. D'abord le risque climatique, avec les canicules, sécheresses et incendies de forêts... Mais aussi, la dépendance économique de l'exportation des sources d'énergies fossiles », alerte, ce lundi, sur les ondes de la Chaîne 3, le Pr Nouredine Yassaa, Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique auprès du Premier ministre.

« Cette forme d'énergie étant responsable des émissions de gaz à effet de serre, l'Algérie appelle à une transition progressive, inclusive et équitable, qui tienne compte des spécificités de chaque pays », indique le spécialiste.

élu vice-président au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), lors de la 59e session de ce panel onusien, tenue du 25 au 28 juillet 2023 à Nairobi au Kenya, le Pr Nouredine Yassaa insiste : « l'Algérie doit opérer une transition efficace en développant les énergies renouvelables, mais surtout en maîtrisant la consommation et l'efficacité énergétique, d'autant plus du-

rant ces périodes de grandes chaleurs où nous atteignons des pics de consommation d'énergies. »

**Le GIEC prévoit une hausse de la température à 1,5 C° en 2030**

L'expert signale que le GIEC, à savoir le panel de l'ONU sur les changements climatiques, a déjà élaboré six cycles d'évaluation du climat, et que « le dernier dresse un constat alarmant sur le réchauffement planétaire, et fait état d'une hausse de 1,2 C° alors que les projections pour 2030 tablent sur une hausse de la température qui atteindrait 1,5 C° . » De fait, selon le Pr Yassaa, « la problématique du climat est à l'agenda des plus hautes autorités internationales et est présente dans toutes les politiques nationales ».

« Le GIEC ne se contente pas d'établir un état des lieux, il propose également des mesures d'adaptation aux États, afin de les accompagner, avec des données scientifiques, pour freiner les émissions de gaz à effet de serre et aider les pays à développer leurs capacités de résilience face aux changements climatiques », précise le spécialiste.

Le GIEC a également démontré la responsabilité historique des pays industrialisés dans cet état de fait. « Jusqu'à 45% des émissions mondiales de gaz à effets de serre sont générés par 10% de la population mondiale avec les revenus les plus élevés. Or, nous sommes face à une injustice climatique car ce

sont les pays en voie de développement, qui ne sont pas responsable du réchauffement climatique, qui en subissent les effets néfastes de plein fouet », explique le Pr Yassaa.

Ainsi, les pays en voie de développement, notamment les États africains, appellent à rétablir la justice climatique et à mettre en place une compensation financière de la part des pays responsables du réchauffement planétaire. « Lors de la Cop27 à Charm-El-Cheikh, en novembre 2022, les pays en voie de développement ont arraché, pour la première fois, la création d'un fonds spécial dédié à la compensation pour pertes et préjudices liés aux changements climatiques », rappelle le Pr Yassaa.

Les négociations dans le cadre de l'accord de Paris sur les changements climatiques sont toujours en cours pour alimenter les différents fonds, notamment le fonds d'adaptation. Mais pour le moment, l'expert prévient que « les flux de financement sont très loin des objectifs affichés à savoir, 100 milliards de dollars par an pour accompagner les pays les plus vulnérables face à la menace climatique. C'est pourquoi, les pays en voie de développement doivent maintenir la mobilisation et revendiquer leur droit à être soutenus dans la lutte contre les changements climatiques. »

R E.

SAISON ESTIVALE

# Grand rush sur les plages

*Si le mois d’Août, est la période de prédilection de nos concitoyens pour s’offrir des vacances, cette fois-ci, la canicule a encore accentué l’envie de se rafraîchir. Cela a induit évidemment une surcharge des plages. Cette abondance de gens a entraîné certains désagréments, dus à l’incivisme de certains, et face au rush, les prix ont flambé, tant du point de vue location que de consommation, avec en corolaire, des prestations qui sont très en deca de ce qui est attendu.*

Par Reda Hadi

Avec plus de 430 plages qui sont autorisées à la baignade à travers 14 wilayas côtières durant la saison estivale 2023, il semblait évident qu’il y aurait de la place pour tout le monde, mais la canicule a perturbé les pronostics, et nombreux sont ceux qui ont cherché un cation en bord de plage. Ce qui a eu pour effet immédiat : une surchauffe des prix qui ont atteint des sommets, dans la wilaya d’Alger et surtout les plages de Tizi-Ouzou, Bejaia ou Jijel qui sont la préférence des vacanciers.

A 14 H, les plages sont déjà bondées de personnes venues des quatre coins de la wilaya de Tizi-Ouzou, mais aussi de Boumerdès et d’Alger. Les parkings sont pris d’assaut et de jeunes se pressaient pour encaisser les «droits de stationnement» d’un montant de 100 dinars par véhicule.

Les loueurs de tables, chaises et parasols, décidés à tirer aussi profit de ce précoce débarquement d’estivants, et par la même rattraper le manque à gagner des deux précédentes saisons estivales marquées par la pandémie de la Covid-19, étaient au rendez-vous.

De même, les gargotes et restaurants du rivage, pris de court, étaient contraints de mettre les bouchées doubles pour répondre à la demande des clients.

La fréquentation précoce des plages augure d’une bonne et prometteuse saison estivale aussi bien pour les commerçants, restaurateurs, hôteliers que les autres activités saisonnières implantées tout au long de cette merveilleuse frange balnéaire, qui ne laisse pas indifférent par ses paysages féeriques. Quelle que soit la plage, le même scénario se répète. A Béjaïa, la canicule est bien installée depuis deux jours. Les plages de Béjaïa renouent avec les grands rushs saisonniers.

En effet, les plages du littoral de la wilaya ont été prises d’assaut par des estivants venus de tous les coins de la région, Sétif, Bordj Bou Arréridj, Bouira... à la recherche de la fraîcheur marine pour des moments de détente et de bien-être. Le pic de chaleur a dopé l’affluence des estivants. Les derniers venus de différentes wilayas limitrophes.

Il est satisfaisant tout de même que la communauté algérienne vivant à l’étranger, qui a opéré son retour un peu plus tôt, s’est montrée satisfaite des conditions d’accueil. Ils étaient nombreux sur les plages. «Nous avons l’habitude de rentrer au pays chaque été pour passer quelques jours avec la famille et aller à la plage», souligne Ammar qui habite Lyon.



Cette région renoue de manière spectaculaire avec ses occupants occasionnels, lesquels semblent vaquer à leurs plaisirs sans souci et dans une sécurité que rien n’est venu démentir pour l’instant.

Si notre diaspora se dit satisfaite, il est utile de rappeler que celle-ci échange ses devises au marché noir, empochant au passage une plus value confortable, ce qui fait baisser le prix de leurs vacances.

Plus que les autres années, 2023 se distingue par une hausse démesurée des prix de location des maisons de vacances. Quand on vit au Sud, la période qu’on attend impatiemment durant toute l’année, ce sont les grandes vacances Mais comment faire pour trouver un logement pas trop cher ? Depuis fin mai, les annonces de location de maisons de vacances envahissent la toile. Appartements, villas, bungalows et gîtes..., tout est mis en location, mais à quel prix ?

Cette année, trouver une location pour passer les vacances d’été relève du parcours du combattant dans certaines régions très prisées comme Skikda, Collo, El Kala et Annaba, mais les prix dans la majorité des villes côtières sont trop élevés pour un budget moyen. A Collo, ils varient entre 3000 et 3500 DA la nuitée pour un F1(studio), qui plus est non climatisé et loin de la mer, tandis que les loyers des F3 ou petites maisons climatisées, en cen-

tre- ville, varient entre 4.000 et 7.000 Da la nuitée.

Dans les maisons individuelles, proches ou en bord de mer, la location peut atteindre 17.000 DA/nuir, aussi chère que les hôtels ou les résidences touristiques dans cette petite ville côtière, surtout du côté des plages Ain Douala et Bougaroune sur la grande corniche de Collo.

Prix non contrôlés et marché anarchique Les courtiers imposent des prix inaccessibles et cette année de nouvelles formes d’arnaque sont été signalées. Certains, tentent à travers de faux comptes, postes et photos d’attirer des citoyens en se présentant comme propriétaire d’une villa ou d’une maison au bord de la mer qu’ils louent à bas prix et exigent alors 50% de la location pour confirmer la réservation. Malheureusement beaucoup de ménages sont tombés dans le piège

Un peu plus loin, El Tarf est aussi une destination prisée des familles qui souhaitent passer de bons moments en montagne, dans des lieux paradisiaques et surtout loin du rush de la ville. A Annaba, les prix sont presque les mêmes. Pas moins de 4.000 DA pour un F2/F3 loin de la plage ; le double voire le triple, allant de 7.000 à 9.000 da pour louer un étage de villa pieds dans l’eau, et jusqu’à 25.000 Da pour une villa individuelle. Et pour autant, cela n’a pas découragé les algériens à s’offrir des vacances, vaille que vaille.

TRANSPORT MARITIME

## Algérie Ferries annonce des changements pour ces traversées

Dans un communiqué publié ce lundi, la compagnie nationale de transport maritime, Algérie Ferries, a annoncé la reprogrammation de plusieurs de ses traversées vers l’Espagne durant le mois d’août et au début du mois de septembre.

D’après la même source, il s’agit de la traversée Alger-Alicante initialement programmée pour le 03 août qui est avancée au 01 août à 20h à bord du Bordj Badji Mokhtar. La traversée Alicante-Alger, prévue pour le 04 août, est reportée au 06 août à 19h à bord du Tariq Ibn Ziyad. La traversée Alger-Alicante programmée pour la journée du 26 août est reportée au 27 août à 19h à bord du Tariq Ibn Ziyad.

La traversée Alicante-Alger prévue pour la journée du 27 août est reportée à la journée du 28 août à 19h à bord du Tariq Ibn Ziyad, alors que la traversée Alicante-Alger prévue pour le 28 août est reportée d’une journée. Enfin, la traversée Alger-Alicante initialement programmée pour le 03 septembre est reportée au 04 septembre à 19h à bord du Tariq Ibn Ziyad.

## APPEL D’OFFRES POUR COUVERTURE MOBILE DES ZONES A FAIBLE POPULATION

### 1400 zones reculées bientôt connectées

L’autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a lancé un appel d’offres pour assurer la couverture en réseau mobile des localités à faible densité de population. L’avis d’appel à la concurrence, lancé le 25 juillet, vise la fourniture du service universel des communications électroniques (SUCE), pour la couverture de 1400 localités.

Ce service universel, explique l’ARPCE, vise à mettre à la disposition de chaque habitant, indépendamment de sa localisation géographique et de son statut social, des moyens d’accès aux services de télécommunications de base, plus particulièrement les services d’accès à internet à des prix abordables. Cela constitue en effet une priorité majeure pour les pouvoirs publics, du fait que les services de télécommunications ont une portée macroéconomique et constituent un moyen déterminant d’accélérer et de favoriser le développement économique et social.

Ainsi, le service universel des télécommunications est un levier de politique publique et d’aménagement du territoire, permettant d’assurer la cohésion sociale en réduisant les disparités entre les populations. Dans ce cas de figure, il est nécessaire pour les pouvoirs publics d’intervenir dans ce segment, les seules forces du marché n’étant pas en mesure d’assurer cet accès aux citoyens habitant des localités éloignées. Une opération non suffisamment rentable pour susciter chez les opérateurs un intérêt économique pour les desservir.

Pour ce faire, un arrêté a été publié le w15 juin 2023, au journal officiel n°48 du 16 juillet 2023. Il a fixé le calendrier d’exécution de la procédure d’adjudication par appel à la concurrence relatif à la fourniture du service universel des communications électroniques pour la couverture, par un réseau public de télécommunications mobiles, des localités à faible densité de population.

R E.

Agence

## VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN CHINE

### «Un succès à tous les niveaux»

L’ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian a affirmé, dimanche, que la visite d’Etat effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, récemment en Chine, s’est soldée par "un succès à tous les niveaux", à même de renforcer davantage la profondeur des relations d’amitié et de coopération entre les deux pays. S’exprimant lors d’une conférence de presse au siège de l’ambassade de Chine à Alger, le diplomate a indiqué que la visite du Président Tebboune en Chine était "historique, réussie à tous les niveaux et

permettra d’approfondir les relations d’amitié solides et de coopération entre les deux pays". "Plusieurs mégaprojets seront réalisés à l’avenir entre l’Algérie et la Chine, notamment en matière d’infrastructures", a-t-il ajouté. Après avoir rappelé l’accueil chaleureux qui a été réservé au président de la République en Chine, M. Li Jian a souligné l’importance des entretiens entre le Président Tebboune et son homologue chinois, Xi Jinping, lesquels avaient permis de passer en revue les différentes questions régionales et internatio-

nales d’intérêt commun. Il a affirmé, dans ce contexte, que les deux Présidents avaient souligné l’importance de "trouver des solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu’à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan". L’ambassadeur chinois a indiqué que "la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n’a pas changé, comme mentionné dans le communiqué commun sanctionnant la vi-

site du Président Tebboune en Chine". Après l’élection de l’Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l’ONU, "les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde", a-t-il ajouté. A l’occasion de cette conférence, l’ambassadeur chinois a réitéré le soutien de son pays à l’adhésion de l’Algérie au groupe des "BRICS", saluant le progrès réalisé par l’Algérie, récemment, sous la direction du Président Tebboune.

R E.

BÉNI ABBÈS

## Des projets de développement en cours de réalisation

Une série des projets de développement, tous secteurs confondus, est en cours de réalisation dans les deux communes de la daïra d'El Ouata à Béni Abbès susceptibles d'améliorer le cadre de vie de la population de cette collectivité locale, a-t-on appris jeudi auprès de la wilaya. Il s'agit notamment d'un projet de réalisation de 45 logements sociaux dans la commune du chef lieu de la wilaya, l'extension du réseau d'assainissement, outre la réalisation de deux réservoirs d'eau, ainsi que la construction de quatre chambres de postes transformateurs électriques, a-t-on indiqué de même source. Pour sa part, la commune de Béni Ikhlef a bénéficié d'un projet de réalisation d'un château d'eau (600 M3), de la réhabilitation et de l'extension du collecteur d'assainissement, outre les travaux d'amélioration urbain, et la réalisation d'une nouvelle classe à l'école primaire Farih Mohamed Bakarzim. La même collectivité locale a bénéficié d'un terrain de jeux inauguré au quartier Chadid Zigoud Youcef, a-t-on ajouté. Lors d'une récente visite d'inspection des chantiers des projets dans le cadre du programme de suivi du développement à travers les communes de la wilaya, le wali de Béni Abbès, Saâd Chenouf, a mis l'accent sur la nécessité de prendre en charge les aspirations de la population locale, notamment en matière d'approvisionnement en eau potable, ainsi que le suivi des projets retenus pour cette collectivité. Au terme de cette visite, M. Chenouf a tenu une rencontre avec des représentants de la société civile de la daïra d'El Ouata, au cours de laquelle une série de préoccupations ont été soulevées, notamment celles liées à l'habitat, à l'emploi, à la réhabilitation des structures sportives, ainsi qu'à la réalisation de piscines et installations de détente et de loisirs.

ADRAR

## Réalisation de plus de 360 km de lignes électriques en milieu agricole

Pas moins de 367 km de lignes destinées à raccorder des exploitations agricoles au réseau électrique, ont été réalisées à travers la wilaya d'Adrar, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. L'opération, permettra dans son ensemble, de raccorder 1.655 exploitations agricoles au réseau électrique dont 1.532 exploitations ont déjà été mises en service, a-t-on précisé. Le programme d'électrification agricole retenu en faveur de la wilaya d'Adrar, a pour objectif de réaliser 1.601 lignes électriques destinées à alimenter 3.518 exploitations agricoles en énergie électrique, a ajouté la même source. Cette démarche, intervient en application des directives des pouvoirs publics visant le développement de l'activité agricole, tout en assurant l'accompagnement nécessaire aux agriculteurs de la wilaya, en prévision de la campagne de labours-semailles, a-t-on souligné.

## CONCOURS NATIONAL DE LA MEILLEURE STARTUP

# L'université de Skikda décroche le premier Prix

*Trois porteurs de projet ont été primés à Alger, lors de la cérémonie de clôture de la première édition du concours national « un étudiant-une start-up » (Startude DZ).*

Sur les cinquante porteurs de projets innovants représentant quinze universités, trois étudiants ont été primés lors de la cérémonie de clôture organisée par la faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université d'Alger-3, à l'initiative de l'Organisation Nationale des Etudiants Libres (ONEL). Le premier prix a été remporté par l'université de Skikda pour son projet « Gasoil 21 », suivi par l'université de M'sila avec un projet d'application médicale pour le suivi sanitaire des femmes enceintes, tandis que la troisième place est revenue à l'université de Béchar pour son projet dédié à la valorisation des déchets. A cette occasion, le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur, Said Saghour, a affirmé que cette initiative « s'inscrit dans le cadre de la participation des organisations estudiantines au développement de l'université et la mise en valeur des talents des étudiants algériens au sein des différentes universités du pays ». De son côté, le chef de cabinet au ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, Hamid Boucharef, a estimé que le rôle des incubateurs dans les universités « consiste essentiellement à mettre en avant les idées



novatrices des jeunes », tout en les appelant à suivre le cursus scientifique et technologique, à renoncer à la méthodologie classique et à opter pour l'innovation. Présent à cette cérémonie, le président du Conseil Supérieur de la Jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a fait remarquer que ce concours « traduit les nouvelles orientations de l'Algérie nouvelle qui encourage le recours à l'élément humain dans le transfert scientifique et technologique », soulignant que « la pro-

motion de l'esprit entrepreneurial chez les étudiants est l'une des mesures courageuses prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune ». Par ailleurs, les participants à cette rencontre ont relevé l'importance de « redonner confiance aux jeunes à travers les différentes universités du pays », plaidant pour « la conjugaison des efforts pour permettre aux jeunes de contribuer à la création de la richesse ».

## UNIVERSITÉ SALAH BOUBNIDER DE CONSTANTINE:

# Appel à candidatures pour 43 postes de professeurs

L'université Salah Boubnider (Constantine-3) a annoncé, dans un communiqué, le recrutement de 43 professeurs sur la base du diplôme. Pour ce faire, un concours sera organisé à travers un certain nombre de facultés et d'instituts, afin que les candidats puissent rejoindre le corps des professeurs associés. Le communiqué indique que les postes mis en concours concernent le rang de professeur associé de classe « B » dans toutes les filières et spécialités, selon un ordre de priorité défini. Lesdits postes seront répartis sur six facultés, en plus de l'Institut de la gestion des techniques urbaines, qui a ouvert trois postes, couvrant toutes les spécialités. Parallèlement, la

faculté d'architecture recrute quatorze professeurs : trois en architecture, cinq en génie civil, quatre en urbanisme, ainsi qu'un poste en génie de la climatisation et un autre en mathématiques. Dans le même cadre, six postes ont été ouverts dans la filière du génie des procédés, ainsi qu'un seul en mathématiques. La faculté des sciences de l'information et de la communication a recensé sept postes dans différentes spécialités, tandis que celle des arts et de la culture a bénéficié de deux postes dans les arts de la présentation. Neuf autres ont été ouverts à la faculté des sciences politiques, répartis sur deux filières : huit dans le domaine des sciences politiques et un seul en informatique. De

plus, un autre poste a été annoncé dans la spécialité de langue française à la faculté de médecine. Le communiqué a également indiqué que le dépôt des dossiers des candidats se fera exclusivement via la plateforme numérique « Progres ». Ceci concerne les diplômés de doctorat, de doctorat en sciences et de doctorat « Licence-Master-Doctorat (L.M.D) », ainsi que tout autre diplôme dont l'équivalence est reconnue. Les diplômés en magister avec au moins une mention assez bien pourront également déposer leur candidature, dans le cadre de l'ordonnance exécutive n°254-98, portant sur la formation en doctorat et post-graduation spécialisée et la qualification universitaire.

## DÉTOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS À ANNABA

# De la prison ferme pour huit employés de ferrovia

Le tribunal correctionnel d'El-Hadjar a condamné, en fin de semaine passée, sept employés de la société Ferrovia à trois ans de prison ferme, tandis qu'un autre a écopé de six mois. Le procureur de la République avait requis une peine de dix ans contre tous les accusés, qui sont poursuivis pour détournement de deniers publics et vol de matériel de valeur de la société. Le préjudice subi s'élève à 176.891.200 dinars. La peine de prison est assortie d'une amende de 100.000 dinars pour chacun des accusés. Pour rappel, l'affaire a été révélée par le directeur général de Ferrovia, qui a déposé plainte concernant la disparition de matériels et d'équipements de l'établissement public économique. Suite à cette plainte, le procureur de la République auprès du tribunal d'El-Hadjar a ordonné l'ouverture d'une enquête. Celle-ci a conduit à la découverte d'un manifeste de marchandises ainsi qu'à la constatation de non-conformité avec la quantité de marchandises sortantes des entrepôts. Il a été confirmé que les marchandises ont été volées et transportées à destination externe à l'établissement, sans restitution des quantités non consommées aux entrepôts situés à la direction des investissements de l'entreprise. Les employés et cadres impliqués

dans ces détournements auraient dérobé hors de l'usine 305 sacs de ciment, 80 cartons de carrelages représentant 80 mètres carrés, 110 barres de bois blanc, ainsi que des appareils électroniques et électriques de grand modèle utilisés pour percer la tôle. À ces vols s'ajoutent également 72 plaques de contreplaqué et des plaques d'aluminium de douze mètres chacune, valant 2.000 dinars l'unité. Les enquêtes ont également révélé que des cadres et des syndicalistes de Ferrovia utilisaient les équipements de l'établissement à des fins personnelles, en particulier pour effectuer des travaux de rénovation dans leurs habitations, en puisant dans les marchandises du magasin de l'entreprise. De plus, ils utilisaient les véhicules de service pour leurs propres besoins, selon la même source. Une autre pratique frauduleuse relevée chez les prévenus concernerait une commande de vêtements de sécurité destinés aux travailleurs. Ces vêtements auraient été reçus du magasin de prévention et de sécurité sans qu'aucun bon de réception de sortie ne soit signé. D'après l'enquête, la responsabilité de cette signature aurait été confiée au secrétariat du bureau syndical et au Comité de Participation (CP).

# La monnaie des BRICS est encore une théorie. Mais elle est prometteuse

*La probabilité et les perspectives d’une monnaie des BRICS sont l’un des sujets les plus discutés dans le monde de la finance. Si l’on en croit les médias mondiaux et les déclarations d’hommes politiques de différents pays, des propositions de création d’une monnaie d’union seront présentées fin août lors du sommet des BRICS en Afrique du Sud.*

Suite et fin

Par Jacques SAPIR (\*)

### Que veut la file d’attente à la porte BRICS ?

Avec un panier de devises, la situation est un peu plus simple : de nombreux économistes considèrent cette option comme la plus probable. « L’option la plus probable pour créer une telle monnaie est un panier de monnaies numériques émises par les banques centrales des pays BRICS, et le poids de chaque pays dans le panier sera déterminé en fonction de paramètres économiques. Un tel mécanisme augmentera certainement le rôle des banques centrales dans le système financier, peut-être en réduisant l’importance des banques commerciales », affirme Alexander Shirov.

Elza Shirgazina estime également qu’au stade actuel, la meilleure option pour créer une monnaie potentielle est de l’arrimer à un panier de monnaies nationales des pays participant à l’association avec des fluctuations de sa valeur en fonction de l’évolution du taux de change des monnaies nationales. De plus, elle estime qu’il est inapproprié d’envisager l’inclusion d’autres devises pour le moment.

Un point important à garder à l’esprit est que toute répartition des poids des monnaies nationales dans le panier sera insatisfaisante soit pour l’Inde, qui ne reconnaîtra jamais le poids économique plus important de la Chine, soit pour la Chine, qui sera naturellement en désaccord avec l’attribution à l’Inde d’une part plus importante que celle qui correspond à la taille de son économie. Quant à fournir un large ensemble de biens duaux sous la forme d’un indice complexe, il sera difficile de le coordonner avec d’autres membres du BRICS et de résoudre toutes les tâches organisationnelles associées à la structure complexe de l’instrument.

« Jusqu’à présent, la nouvelle monnaie BRICS est plus un souhait politique qu’un véritable développement », déclare Alexander Galushka, secrétaire adjoint de la Chambre civique de la Fédération de Russie, en 2013-2018 – ministre de la Fédération de Russie pour le développement de l’Extrême-Orient. — « Nous devons admettre que le système financier existant s’est solidement ancré dans l’esprit des autorités financières du monde entier, y compris les pays BRICS, tous y ont été élevés, et, selon mon observation personnelle, ils manquent de subjectivité professionnelle, une sorte de créativité financière — et cela est nécessaire si nous voulons construire un modèle alternatif, et non copier celui qui a été créé sur la base du dollar. La même banque des BRICS n’est pas encore devenue une véritable alternative au FMI et à la Banque mondiale, puisqu’en fait, elle ne fait que les copier. Le monde entier est fixé sur le dollar, même si cela crée d’énormes risques – et renforce le bien-être des États-Unis ».

Néanmoins, la nouvelle monnaie a vraiment une chance d’apparaître, et voici pourquoi. Premièrement, on a le sentiment que le monde n’est plus si facilement prêt à changer la monnaie d’un pays géant pour la monnaie d’un autre pays géant. Les pays du Sud qui tentent d’affirmer leur souveraineté craindront que la monnaie de n’importe quel pays, utilisée comme instrument de réserve, puisse être utilisée comme levier.

Deuxièmement, l’expansion des BRICS peut être un plus. Le fait est que pour les pays en développement (ainsi que pour les pays développés), la Chine est souvent le principal partenaire commercial, alors que le chiffre d’affaires commercial de ces pays entre eux est généralement assez faible. Aujourd’hui, 22 nouveaux États veulent rejoindre les BRICS[9], et pour eux, il est probable que l’utilisation de la nouvelle monnaie d’association dans le commerce mutuel sera une option plus intéressante que de tout payer en yuan. Surtout si la nouvelle monnaie est liée à un panier de biens – et de nombreux pays en développement ont de sérieuses réserves de certains minéraux ou exportent des produits agricoles vers le marché mondial.

Troisièmement, les chances d’une nouvelle monnaie des BRICS augmenteront si un marché mondial de la dette est organisé en parallèle, où les pays et les entreprises peuvent emprunter dans cette monnaie. Le marché de la dette est le soutien le plus important pour le dollar américain, et maintenant pour le yuan. Mais la totalité de la dette commune des pays BRICS dépasse désormais à peine 4 000 milliards de dollars ; en comparaison, les États-Unis doivent 32 000 milliards de dollars et un quart de leur dette est détenue par des étrangers. Le développement progressif mais persistant des obligations dans la nouvelle devise BRICS renforcera son rôle.

Enfin, maintenant, grâce aux efforts de la Chine, nous assistons à un processus historique – le changement du pétrodollar en pétroyuan. Mais pourquoi le pétrole devrait-il être échangé contre du yuan ? Les États-Unis sont au moins le plus grand acteur du marché mondial du pétrole, tandis que la Chine n’est qu’un acheteur. Dans le commerce mondial du pétrole, il n’est pas nécessaire de passer au yuan – vous pouvez passer à la nouvelle monnaie des BRICS.

### Réflexions sur la future monnaie des BRICS à la lecture du présent article

L’article dont on a présenté une traduction est remarquable par sa capacité à bien exposer les divers problèmes que l’on est susceptible de rencontrer dans le processus de création d’une monnaie commune des BRICS. Il appelle néanmoins quelques commentaires et réflexions.

1 – Tout d’abord, cet article est remarquable par son honnêteté dans la présentation des enjeux et des problèmes que les BRICS et les BRICS+ (avec les nouveaux adhérents) sont susceptibles de rencontrer dans ce processus. Il explique clairement qu’il s’agit d’une « monnaie commune », autrement dit une monnaie venant s’ajouter aux monnaies nationales et non s’y substituer. Il examine les problèmes soulevés par les mécanismes de compensation (et la nécessité de créer une chambre de compensation collective), ceux qui sont liés au rattachement de cette future monnaie à un panier de monnaie ou à un panier de matières premières, mais aussi les problèmes politiques qui sont susceptibles d’apparaître.

Très clairement, la position de la Chine et de l’Inde se distingue de celle du Brésil et de la Russie. On peut cependant considérer que l’article ne mentionne pas des éléments qui sont susceptibles de peser sur la décision de la Chine et de l’Inde.

La Chine cherche, actuellement, à étendre le poids et la place du Yuan. Mais, elle doit savoir que toute tentative pour remplacer le Dollar comme monnaie dominante l’exposera au « dilemme de Triffin »[10], autrement dit que la constitution d’une monnaie en monnaie de réserve internationale impose que le pays portant cette monnaie soit en déficit commercial afin que les autres pays puissent accumuler des encaisses suffisantes en sa devise pour l’utiliser comme monnaie internationale. Si elle veut échapper au « dilemme de Triffin », elle doit trouver une autre monnaie que le Yuan pour devenir monnaie internationale.

Pour l’Inde, le problème est différent. La Roupie indienne a peu de chance de devenir une réelle monnaie internationale. Elle peut avoir une certaine importance au niveau régional, mais sans plus. Continuer à utiliser le dollar risque de rendre l’Inde vulnérable aux mesures unilatérales des États-Unis. Il serait donc logique qu’elle finisse par comprendre l’intérêt qu’il y a pour elle au développement d’une monnaie commune. Mais, comme l’indique fort bien l’article, elle peut alors craindre la prééminence de la Chine dans la gestion de cette monnaie commune. Le mécanisme de co-gestion devra donc faire une place particulière aux intérêts indiens et chinois.

2 – L’article cite l’ECU (European Currency Unit) comme l’un des exemples de cette monnaie commune. C’est effectivement le cas. Mais, les logiques des monnaies « collectives » sont des mécanismes internationaux sont bien plus riche que la seule référence à l’ECU.

Nous trouvons, en premier lieu, les réflexions de J-M Keynes en 1942-44, réflexions nourries de celles de E.F. Schumacher[11], sur une monnaie commune internationale, le BANCOR. Cette monnaie fut torpillée par la délégation des États-Unis à la conférence de Bretton Woods[12]. Elle aurait dû s’appuyer sur un panier de matières premières pour asseoir sa valeur, une manière de ne pas donner les pleins pouvoirs aux pays les plus développés de l’époque.

Nous avons ensuite l’exemple de l’Union Européenne des Paiements. Elle ne constitue pas, à proprement parler une nouvelle monnaie, mais elle joue un rôle considérable pour accélérer les échanges entre les pays membres de l’UEP. Après des négociations difficiles liées aux situations particulières du Royaume-Uni et de la Belgique, ainsi que des rapports à organiser avec le Fonds monétaire international, l’Union européenne de paiements (UEP) fut créée le 19 septembre 1950 par les dix-huit pays membres de l’Organisation européenne de coopération économique (OECE) et impliquait la constitution d’une unité de compte commune[13]. L’UEP avait pour objet de faciliter par un régime de paiements multilatéraux le règlement de toutes les transactions commerciales entre les zones monétaires des pays participants[14].

Elle impliquait que seuls les soldes annuels des balances commerciales étaient réglés en dollars ou en or. Le fonctionnement général de l’UEP obéissait à des règles automatiques (apparition d’excédents ou de déficits structurels pour chaque pays), ce qui réduisait l’exigence d’une structure administrative élaborée, voire supranationale[15]. Le taux de conversion (ou parité) entre les monnaies nationales et l’unité de compte de l’UEP était défini par les pays respectifs. Les règlements des excédents ou des déficits se réalisaient auprès de l’UEP de façon automatique, en or et sous forme de crédit. Au-delà de son objectif immédiat, l’UEP devait aider ces pays à ouvrir leur commerce. L’UEP fut prolongée au-delà de 1952 pour être liquidée au 31 décembre 1958 lorsque toutes les monnaies des pays participants seront à nouveau inter-convertibles. Globalement, l’UEP fut un grand succès.

Nous avons aussi l’ECU. Ce dernier fut créé pour stabiliser les monnaies des grands pays européens pris dans la tourmente des fluctuations erratiques du dollar. Cette devise internationale fut créée en 1979[16], de manière concomitante avec le Système monétaire européen (SME)[17], dans le but de limiter les fluctuations des taux de change entre les pays membres de la CEE. L’ECU correspondait à une monnaie commune et non pas unique (comme l’euro)[18]. Ce n’était pas à proprement parler une monnaie mais un panier de valeurs, et la valeur de l’ECU était, par définition plus stable que celle des monnaies qui le composent, la faiblesse éventuelle d’une monnaie du panier étant compensée par la force des autres monnaies. L’ECU fut utilisé comme unité de compte pour les institutions européennes et les banques centrales des pays membres, ainsi que comme monnaie de placement et d’endettement sur les marchés financiers.

(\*) *Directeur d’études à l’EHESS et enseignant à l’École de Guerre Économique, Directeur du CEMI-CR451, Membre à titre étranger de l’Académie des Sciences de Russie.*

Source : Les crises.fr

### Notes

- [1] <https://expert.ru/expert/2023/30/valyuta-briks-poka-teoriya-no-perspektivnaya/>
- [2] NdT : se rapporter au compte-rendu du séminaire franco-russe des 3-5 juillet derniers <https://www.les-crisis.fr/vers-un-nouvel-ordre-mondial-par-jacques-sapir-russeurope-en-exil/>
- [3] NdT Les sanctions contre la Russie, et son exclusion de SWIFT, alors que ce pays était un des grands partenaires commerciaux de la Russie explique sans doute une partie de ce mouvement.
- [4] NdT : voir le document issu du séminaire Franco-Russe des 3-5 juillet derniers <https://www.les-crisis.fr/vers-un-nouvel-ordre-mondial-par-jacques-sapir-russeurope-en-exil/>
- [5] NdT : on a vu circuler le chiffre de 1 milliards de dollars dans la presse occidentale. Mais, des sociétés de commerce indiennes peuvent parfaitement acheter en dollars des biens demandés par la Russie et le revendre à cette dernière en roubles...
- [6] pour plus de détails, voir Bricks in the BRICS Tower: New Members and a Common Currency, Expert No. 23, 2023
- [7] NdT : Ces données ne font que refléter le tournant vers la satisfaction de leur marché intérieur des pays des BRICS, ce qui peut être constaté dans le tableau 13 in Sapir J., Le Protectionnisme, coll. Que Sais-Je, PUF, 2021.
- [8] NdT : On dit en ce cas que la monnaie est « ancrée » ou « pegged » sur une autre monnaie. Ainsi le Yuan fut longtemps ancré sur le dollar.
- [9] NdT : Seul 9 d’entre eux ont rendu public cette volonté d’adhésion, soit l’Algérie, l’Argentine, l’Arabie saoudite, Bahreïn, l’Égypte, les Émirats arabes unis, l’Indonésie, l’Iran et la Turquie. Ces pays composent avec les BRICS ce qui est appelé dans l’article le groupe BRICS+
- [10] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/02/08/robert-triffin-et-le-dilemme-de-la-devise-dominante-par-jean-marc-daniel\\_1302530\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/02/08/robert-triffin-et-le-dilemme-de-la-devise-dominante-par-jean-marc-daniel_1302530_3232.html) voir aussi <https://www.lesechos.fr/2014/07/robert-triffin-prophetise-la-fin-du-systeme-monetaire-ne-de-lapres-guerre-306998>
- [11] Schumacher E.F., Multilateral Clearing Economica, New Series, Vol. 10, No. 38 (May, 1943), p. 150-165
- [12] Steil B., The battle of Bretton Woods : John Maynard Keynes, Harry Dexter White, and the making of a new world order, Princeton University Press, Princeton, 2013
- [13] Triffin, R., Système et politique monétaires de l’Europe fédérée, Actes du Congrès international pour l’étude des problèmes économiques de la Fédération européenne, Gènes, 11-14 septembre 1953, dans Economia Internazionale, Camera di Commercio di Genova, Genova, 1953, p. 211
- [14] von Mangoldt-Reiboldt, Hans-Karl, De l’Union européenne de Paiements à la convertibilité monétaire, Revue économique, 1957, vol. 8, n°1.
- [15] Hirschman, A. O., The European Payments Union. Negotiations and the Issues, The Review of Economics and Statistics, February 1951, vol. 33, n°1, p. 52.
- [16] Micossi A., The Intervention and Financing Mechanisms of the EMS and the Role of the ECU in Quarterly Review Banco Nazionale del Lavoro, 38 (155) (1985), pp. 327-345
- [17] Deville, V., The European Monetary System and the European currency unit : bibliography, Florence : European University Institute, 1986EUI Working Papers, 206 – <https://hdl.handle.net/1814/22919>
- [18] Jüttner, D.J., The European Currency Unit — An Exercise in Successful Exchange Rate Management, in Economic Analysis and Policy, Volume 19, Issue 1, 1989, Pages 51-72

EMIRATS ARABES UNIS

## Des accords stratégiques signés avec la France

A l'occasion de la visite présidentielle de Cheikh Mohamed bin Zayed à Paris la France et les EAU ont signé des accords stratégiques en matière de sécurité énergétique. Outre un accord global centré sur la sécurité des approvisionnements et la décarbonation, les entreprises ADNOC et TotalEnergies se sont entendues pour explorer les opportunités d'exportations de diesel des EAU vers la France. A ce jour, si les importations françaises depuis les Emirats sont largement dominées par les hydrocarbures, le pays du Golfe ne fournit pas de diesel à l'Hexagone. La visite d'Etat a également marqué la création du Conseil d'affaires franco-émirien qui vise à approfondir la coopération économique entre les deux pays. L'activité économique de l'émirat de Dubaï a augmenté de 5,9% au T1 2022 (g.a.), largement soutenue par les secteurs de l'hôtellerie et la restauration (+47%) et les transports (+40%). La reprise du tourisme a fortement contribué à la performance avec 6,2 millions visiteurs sur les cinq premiers mois de l'année (soit trois fois plus que la même période en 2021 mais inférieur de 14% au niveau pré-pandémique). Emirates NBD estime à 4,5% la croissance du PIB pour l'émirat pour l'année complète. Dubaï augmentera la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique à 14% d'ici la fin de 2022. Selon Saeed Al Tayer, Directeur Général de la Dubai Electricity and Water Authority (DEWA), les énergies renouvelables représentent actuellement 11,5% du mix énergétique de l'émirat. Dubaï vise à générer 25% de ses besoins énergétiques à partir de sources renouvelables d'ici 2030 et 100% d'ici 2050 dans le cadre de son objectif d'énergie propre.

Le gouvernement émirien double la part de son budget dédiée au soutien social à 7,6 Md USD afin d'aider les ménages émiriens à faire face à l'inflation. Les Emiriens ayant un salaire inférieur à 25 000 AED (6 614 EUR) pourront bénéficier d'une hausse de leur allocation pour leur consommation d'électricité, d'essence et également alimentaire. La bourse perçue par les étudiants ainsi que l'allocation perçue par les personnes sans emplois ayant plus de 45 ans devraient également augmenter. Pour rappel, le FMI anticipe à 3,2% la hausse du niveau général des prix aux EAU en 2022. Les EAU aspirent à attirer 300 entreprises du numérique d'ici un an. Dans le cadre de sa stratégie d'attractivité NextGenFDI, le gouvernement émirien prévoit de faciliter les processus de création d'entreprise, d'obtention de visa, de relocalisation commerciale et d'expatriation. Pour rappel, en 2021 les EAU ont reçu 20,7 Md USD d'IDE, soit le 19ème récipiendaire mondial d'IDE.

TENUE DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU SALON «FABTECH AFRICA EXPO»

## Pleins feux sur l'industrie tunisienne

*Le Salon international de la fabrication technologique «FabTech Africa» est le premier salon dédié à l'écosystème de l'industrie en Tunisie. Il ouvrira ses portes au Parc des expositions du Kram à Tunis, du 20 au 23 septembre prochain.*

Inspiré du mouvement «FabTech», initialement conçu aux Etats-Unis et au Canada pour braquer les projecteurs sur l'industrie métallurgique, cette première édition du salon, qui a été adaptée au contexte tunisien, fera la part belle à l'innovation industrielle. L'exposition qui se focalisera sur les nouvelles technologies se veut un événement où les acteurs clés de l'industrie, y compris les unités de production, les experts, les fournisseurs et les décideurs, se réunissent pour échanger sur les futurs enjeux industriels en Tunisie. Elle constitue une parfaite occasion aux acteurs de l'écosystème industriel d'explorer les tendances émergentes, échanger des idées et établir des partenariats. Ainsi, ce salon s'adresse aux professionnels issus des différents secteurs tels que l'automatisation, la robotique, l'informatique industrielle, la fabrication additive, l'intelligence artificielle, l'Inter-

net des objets et la cyber sécurité industrielle. Plus de 130 exposants nationaux et internationaux, y compris des entreprises allemandes, sont attendus lors de cette première édition qui promeut les dernières innovations introduites sur le marché. Au programme, des conférences, tables rondes et ateliers au cours desquels des sujets d'actualité comme la transformation numérique de l'industrie, l'optimisation des processus ainsi que la gestion des données, seront abordés. Les participants auront, de ce fait, l'occasion d'approfondir leurs connaissances, et d'être au parfum des meilleures pratiques dans les divers secteurs industriels. Selon l'organisateur du salon, Abderrazak Bouhachem, cette exposition, première en son genre, « offre une plateforme dynamique pour découvrir les dernières innovations, partager des connaissances, établir des partenariats stratégiques et contribuer à

la croissance et à la compétitivité de l'industrie en Tunisie et en Afrique ». En effet, la tenue de ce salon, en cette période critique durant laquelle l'industrie tunisienne connaît d'importantes transformations, n'est pas fortuite. Selon ses organisateurs, le lancement de la nouvelle stratégie pour l'industrie et l'innovation horizon 2035, par la cheffe du gouvernement en juillet 2022, était le déclic qui a conduit à l'organisation du salon en Tunisie. Pour Bouhachem, de pareils événements consolident le efforts de l'État en matière de promotion de l'innovation dans les secteurs industriels. « Nous ne ménagerons aucun effort pour faire réussir le salon que nous voulons non seulement un lieu de rencontre pour les acteurs de l'écosystème de l'industrie en Tunisie mais aussi un tremplin vers sa transformation innovante. Nous comptons beaucoup sur la présence des officiels et des représentants

des divers départements concernés car elle lui donnera, certainement, de l'importance et de la notoriété », a souligné Bouhachem dans une déclaration à La Presse. Il est à rappeler que la stratégie industrielle et d'innovation à l'horizon 2035 a abouti à la proposition d'un nouveau modèle de développement industriel, qui s'inscrit dans le cadre d'une vision future du gouvernement basé sur des objectifs à moyen et long terme. La Tunisie œuvre, à travers cette nouvelle stratégie, à porter la contribution de la valeur ajoutée du secteur au PIB à 18% à l'horizon de 2025, et à 20% en 2035. La stratégie vise également à doubler la valeur des exportations des industries pour atteindre 18 milliards de dinars en 2025, et 36 milliards de dinars en 2035, et à augmenter le nombre des emplois industriels à 640 mille postes en 2025, et à 840 mille en 2035.

MAURITANIE

## Lancement des travaux du comité technique chargé de la stratégie de l'industrialisation

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Lamrabott Ould Ben-nahi, a supervisé, à Nouakchott, le démarrage des travaux du comité technique chargé du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'industrialisation en Mauritanie. Le secrétaire général du ministère, M. Abdoul Mamadou Barri, a affirmé que la stratégie nationale d'industrialisation, à l'horizon 2030, vise à soutenir l'industrie nationale dans sa diversité, sa compétitivité et sa pérennité dans la perspective d'une économie nationale intégrée et respectueuse de l'environnement, permettant une croissance économique qui crée des opportunités d'emploi. Il a ajouté que cette vision stratégique s'inscrit dans le cadre du programme prioritaire élargi du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, en plus de la stratégie

nationale de croissance accélérée, les autres stratégies sectorielles et les objectifs du millénaire des Nations Unies. M. Barri a indiqué que les principaux objectifs de la stratégie se basent sur quatre axes, en l'occurrence, la valorisation des capacités industrielles dans le domaine de l'élevage, la pêche et l'agriculture, en plus du développement des industries minérales, les industries pharmaceutiques et médicales, le développement de l'économie numérique et l'innovation technologique. Il a souligné que, pour assurer l'atteinte des objectifs de la stratégie, le comité exécutif chargé de préparer la stratégie nationale d'industrialisation a été composé de plusieurs secteurs. Le démarrage des travaux du comité s'est déroulé en présence de plusieurs responsables du ministère.

ARABIE SAOUDITE

## Inflation en hausse

L'inflation en Arabie Saoudite augmente légèrement en juin à 2,3 % (contre 2,2% en mai) portée par la hausse du prix des denrées alimentaires. Représentant 19% du panier de consommation moyen saoudien, ces dernières ont vu leur prix progresser de 4,4% (g.a.) le mois dernier en raison des tensions d'approvisionnement provoquées par le conflit ukrainien. Le secteur bancaire saoudien a enregistré des performances solides au T1 2022 selon un rapport de KPMG. Les bénéfices nets du secteur bancaire ont augmenté de 22,8% (glissement trimestriel) pour atteindre 14,8 Md SAR (3,9 Md USD). Le total des actifs du secteur bancaire a également augmenté de 3,75% par rapport au 31 décembre 2021 à 3 147 Md SAR (838 Md USD). La charge

de la perte de crédit attendue (ECL) a diminué de 11,47% en glissement annuel au premier trimestre 2022. Le secteur a aussi été marqué par une forte hausse des crédits accordés en cette début d'année. Selon les données publiées par la Banque centrale saoudienne (SAMA), les prêts bancaires saoudiens accordés aux secteurs public et privé ont augmenté de 14% à la fin du mois de mai pour atteindre 603 Md USD, contre 530 Md USD un an plus tôt. L'Arabie saoudite a fait le choix d'augmenter de plusieurs milliards de dollars les dépenses de l'État en matière de protection sociale, afin de protéger leurs citoyens contre la hausse du coût de la vie. Le roi Salman a ordonné l'octroi d'une allocation de 5,33 Md USD aux familles saoudiennes à faible revenu. Le

Royaume rouvrira en outre l'inscription au programme connu sous le nom de compte citoyen et lui allouera 2 Md USD de fonds supplémentaires jusqu'à la fin de l'année. Selon les estimations de l'Autorité générale des statistiques, une baisse de 2,6% de la population a été enregistrée par rapport à la mi-2020, où la population totale s'élevait à 35 M d'habitants. Le principal candidat à l'explication de la diminution de la population globale en 2021 est la baisse de 8,6% de la population non saoudienne. De nombreux non-Saoudiens ont quitté le pays pendant la pandémie de Covid-19. La population saoudienne a augmenté de 1,2% au cours de la même période.

RAPPORT

# L'arrivée des batteries sodium-ion pourrait donner du fil à retordre aux pays africains producteurs de lithium

*Même si elles ne sont pas encore adaptées à certaines applications comme les smartphones et les ordinateurs portables, les batteries au sodium pourraient engendrer une réduction de la demande mondiale de lithium allant jusqu'à 37% d'ici 2035.*

Les batteries sodium-ion, qui commencent à être adoptées par de grands constructeurs automobiles pour produire des voitures électriques plus abordables, pourraient pousser les pays africains producteurs de lithium et les compagnies minières spécialisées à réduire leurs ambitions, selon un rapport publié le 28 juillet par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « Alerte sur le marché du lithium : les premières batteries au sodium sont annoncées en Chine », le rapport rappelle que la première génération de batteries sodium-ion a été lancée en 2021 par l'entreprise chinoise CATL, qui compte parmi ses clients les géants automobiles Tesla, BMW ou Volkswagen. Mais les recherches ont beaucoup évolué en moins de deux ans, à telle enseigne que le premier cas d'utilisation de cette technologie devrait

intervenir au quatrième trimestre 2023. CTAL a confirmé que constructeur automobile chinois Chery devrait être le premier à utiliser ses batteries au sodium dans son modèle de véhicules à énergie nouvelle (NEV), iCar, qui sera lancé avant la fin de l'année en cours. Le fabricant de batteries se targue d'être parvenu concevoir une batterie sodium-ion dont la stabilité « dépasse les exigences réglementaires », et dont la densité énergétique peut atteindre 160 Wh/ kg. Mieux, il prévoit déjà une deuxième génération qui aura une densité de plus de 200 Wh/kg. De son côté, Renault et sa filiale chinoise Jiangling Motors Electric Vehicle (JMEV) ont annoncé qu'un nouveau modèle de véhicule, l'EV3, sera doté d'une batterie sodium-ion, alors que BYD prépare une offre de batterie mixte : une partie des cellules en sodium-ion, une autre en LFP (Lithium-fer-phosphate).

**Moins cher**  
L'intérêt croissant des constructeurs automobiles pour les batteries au sodium tient au fait que cette technologie alternative est moins onéreuse que le lithium. Une batterie au sodium coûte 20% moins cher par kilowattheure qu'une batterie au lithium. Cela s'expliquerait par le fait que le sodium est beaucoup moins cher que le lithium, car beaucoup plus abondant (dans les sels de roche et les saumures du monde entier) et mieux réparti sur le globe. La fabrication d'une batterie sodium-ion ne nécessite pas également de nickel ou encore de cobalt, comme c'est le cas dans les cellules de batteries lithium-ion. De plus, l'extraction du sodium est moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement que l'extraction du lithium. Ainsi, le remplacement du lithium par le sodium permettrait de réduire de 10% le coût d'un véhicule électrique.

SOMALIE

## La Russie accorde un allègement de sa dette de 684 millions \$

L'accord relatif à l'annulation d'une partie de la dette du pays de la Corne de l'Afrique a été signé en marge du Sommet Russie-Afrique qui se tient à Saint-Petersbourg. La Russie a accordé un allègement de la dette d'environ 684 millions de dollars à la Somalie, a annoncé le ministre somalien des Finances, Bihi Iman Cige, jeudi 27 juillet. « Mogadiscio et Moscou ont signé un accord relatif à l'annulation de 684 millions de dollars de dettes de la Somalie en marge du Som-

met Russie-Afrique qui se tient à Saint-Petersbourg », a souligné le ministère dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle. « Cette étape jouera un rôle important dans l'achèvement du processus d'allègement de la dette du pays », a-t-il ajouté. La Somalie, qui a été ravagée par plusieurs décennies de guerre civile, cherche à obtenir un allègement radical de sa dette extérieure dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

Lancée en 1996 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, cette initiative permet une réduction substantielle des dettes des pays éligibles, capables d'exécuter de manière satisfaisante de grandes réformes économiques. Le FMI avait estimé, fin 2022, que Mogadiscio pourrait atteindre le point d'achèvement du processus d'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE d'ici fin 2023, ce qui lui permettrait de réduire sa dette de 5,2 milliards de dollars ac-

tuellement à environ 550 millions de dollars. L'institution a également félicité les autorités somaliennes pour avoir mis en œuvre des réformes économiques malgré un environnement local et international difficile, citant notamment la modernisation des douanes, l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'impôt sur le revenu, l'augmentation de la collecte des recettes auprès des grandes entreprises et la préparation d'un cadre légal régissant le secteur pétrolier.

AFRIQUE DU SUD

## Demande d'un renouvellement anticipé du régime américain de préférences commerciales AGOA

La demande de Pretoria intervient quelques semaines après un plaidoyer de plusieurs membres du Congrès américain en faveur de l'exclusion de l'Afrique du Sud du programme AGOA, en raison notamment de son refus de faire une croix sur ses bonnes relations avec la Russie. L'Afrique du Sud a demandé au gouvernement américain d'envisager un renouvellement anticipé du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé depuis l'an 2000 par les États-Unis aux pays d'Afrique subsaharienne, a annoncé le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Ebrahim Patel (photo). « Un renouvellement anticipé de l'AGOA dans sa forme actuelle serait préférable à un accord révisé dont la conclusion pourrait prendre du temps », a déclaré M. Patel dans une interview accordée au journal local Business Day, indiquant que cette demande a été formulée lors d'une visite effectuée début juillet par des responsables sud-africains aux États-Unis pour discuter de l'avenir de l'accord commercial qui expirera en 2025.

« Si nous prolongeons l'AGOA en grande partie dans sa forme actuelle, nous pourrions améliorer progressivement les conditions au cours des prochaines années. De nombreux pays africains sont favorables à une prorogation rapide de l'accord, car cela donne aux investisseurs la certitude d'engager des investissements supplémentaires sur le continent », a-t-il ajouté. La demande sud-africaine intervient quelques semaines après un plaidoyer de plusieurs membres du Congrès américain en faveur de l'exclusion de Pretoria du programme AGOA. En juin dernier, des représentants du Congrès américain – des démocrates aussi bien que des républicains – avaient en effet adressé une lettre à l'administration Biden pour réclamer le retrait de l'Afrique du Sud de ce programme pour deux motifs : les relations « amicales » entre Pretoria et Moscou et le classement de l'Afrique du Sud dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire par la Banque mondiale. Les membres du Congrès américain ont également demandé à la Maison-Blanche de faire en sorte que le forum annuel de l'AGOA

se tienne ailleurs qu'en Afrique du Sud, où il était initialement prévu. Des responsables américains avaient aussi plaidé auparavant pour la révision des critères d'éligibilité au régime de préférences commerciales ou par son remplacement par un nouvel accord commercial. L'Afrique du Sud exporte notamment des voitures, des produits chimiques et des produits agricoles vers les États-Unis, dans le cadre du programme AGOA. La valeur de ces exportations s'est élevée à 2,7 milliards de dollars en 2022. Lancé en mai 2000, le programme AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1 700 produits vers les États-Unis sans payer des droits de douane. Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA en fonction notamment de leur attachement à l'économie du marché, au respect de l'Etat de droit et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés.

EN 2022

## Le Cameroun a capté 889 millions USD en IDE, 7,7% de moins qu'en 2021

Après un pic de 598 milliards FCFA en 2019, les IDE captés par le Cameroun n'ont franchi la barre des 500 milliards FCFA qu'en 2021 (577 milliards). Ils avaient chuté à 284 milliards FCFA en 2020, soit le plus petit total des 5 dernières années. Au cours de l'année 2022, le Cameroun a enregistré des investissements directs étrangers d'un montant total de 889 millions USD (environ 530 milliards FCFA au cours actuel). Selon les chiffres révélés par le rapport sur l'investissement dans le monde, publié par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, ce volume d'IDE est en baisse de 7,7% en comparaison avec les 964 millions USD captés par le pays en 2021. Cette réduction de l'enveloppe d'IDE reçue par le Cameroun en 2022 reflète la baisse globale observée sur l'ensemble de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) au cours de la même période. En effet, dans cette sous-région, les IDE ont baissé de près de 300 milliards FCFA (-12%) en 2022, passant de 4,1 milliards USD (2 455 milliards de FCFA) en 2021 à seulement 3,6 milliards USD (2 156 milliards FCFA). À en croire la CNUCED, cette baisse des IDE entrants dans la CEMAC est consécutive à la guerre entre la Russie et l'Ukraine et aux pressions exercées sur les États du monde par le fardeau de la dette, etc. En dépit de la diminution de l'enveloppe des IDE reçue par le Cameroun en 2022, une compilation des données de la CNUCED permet à Investir au Cameroun de constater qu'au cours de la période, le pays a capté sa 3ème enveloppe la plus importante au cours des cinq dernières années. Officiellement, le Cameroun doit principalement ses IDE à la Chine, devenue le premier investisseur étranger au Cameroun depuis les années 2000. « Entre 2000 et 2014, le Cameroun a capté 2750 milliards de FCFA d'investissements directs étrangers, dont 1850 milliards de FCFA provenant de la Chine. Ce qui représente environ 67% des IDE entrant au Cameroun (...) Les autres IDE provenaient des pays tels que la France, les États-Unis, le Nigéria », peut-on lire dans un document de la présidence de la République, qui cite les données de la CNUCED. Cette prédominance des investissements chinois au Cameroun s'est renforcée à la faveur du lancement dans les années 2010 des projets structurants de première génération (ponts, routes, barrages, etc.). Tractées par Eximbank China, la banque publique chinoise, dont les financements sont liés (chaque prêt-projet est accompagné du nom de l'entreprise devant exécuter le contrat), les entreprises chinoises sont toujours en pole position. Il s'agit principalement de CCCC, CWE, CHEC, Sinohydro... dans les infrastructures; Huawei et ZTE dans les télécoms...

JAPON

La Bourse de Tokyo finit en hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé lundi en nette hausse, soutenue notamment par la faiblesse du yen, qui s'est intensifiée en séance après une opération surprise de la Banque du Japon (BoJ) pour calmer la montée des taux d'emprunt japonais. L'indice vedette Nikkei a pris 1,26% à 33.172,22 points et l'indice élargi Topix a gagné 1,39% à 2.322,56 points. Le yen s'est fortement déprécié lundi après l'annonce surprise par la BoJ d'une opération d'achat d'obligations publiques japonaises (JGB) d'échéance cinq à dix ans, aux taux du marché. C'est un «message» de la BoJ pour faire comprendre aux marchés qu'elle n'acceptera pas de mouvements trop brutaux ou spéculatifs sur les taux des JGB, même si l'institution a décidé vendredi d'être dorénavant plus flexible sur son contrôle des rendements obligataires japonais à dix ans, a déclaré à l'AFP Shigeto Nagai d'Oxford Economics. Avant même l'opération de la BoJ, le marché d'actions tokyoïte était bien orienté, grâce aux gains de Wall Street en fin de semaine dernière. De nouveaux indicateurs ont confirmé que l'inflation américaine baisse de rythme et que la confiance des consommateurs aux Etats-Unis reste bonne.

MARCHÉS

La Chine patine toujours

En Asie, les investisseurs sont toujours ballotés entre des statistiques économiques mitigées et l'espoir de voir Pékin faire quelque chose pour relancer la machine. Le début de semaine en donne une excellente illustration. En effet, l'indice PMI manufacturier de juillet a certes dépassé les prévisions, mais il est resté en zone de contraction. Il totalise 49,3 points après 49 points en juin, là où le consensus Bloomberg ressortait à 48,9 points. Pour que l'industrie manufacturière soit en expansion, il faut que le chiffre dépasse 50. C'est le quatrième mois consécutif sous ce seuil pour la Chine. La fin des mesures anti-covid a soutenu l'activité, mais le rebond a été de courte durée : le PMI manufacturier a plafonné à 52,6 points en février, avant de glisser en zone rouge. L'indice PMI des services quant à lui, est dans la situation opposée : il est en zone d'expansion mais reste en-deçà des projections. Il a ainsi reculé à 51,5 points en juillet après 53,2 en juin. Les économistes espéraient un score de 53. Le taux de chômage très élevé chez les jeunes a contribué à noircir le tableau, ont reconnu les autorités la semaine dernière. "A ce rythme, le secteur des services rejoindra celui de l'industrie manufacturière dans la contraction", commente l'économiste d'ING Robert Carnell.

Bis repetita

Prenant acte de ces faiblesses, le Conseil d'Etat chinois a annoncé une nouvelle salve de propositions de soutien en faveur de la consommation. Pour autant, les marchés y voient surtout des mesures disparates et pas le grand plan de relance dont ils rêvent depuis plusieurs mois. Cela n'a pas empêché le Hang Seng de reprendre 1,4% pour démarer la semaine, ou clôturer le mois, c'est selon. Le CSI300 ne progresse au final que de 0,4% en fin de parcours. Les deux indices avaient fortement progressé juste après l'annonce des mesures d'aide, mais ils n'ont pas tenu la distance.

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux entament une semaine chargée en indicateurs économiques

Les Bourses asiatiques sont en nette hausse lundi, tandis que les marchés européens s'inscrivent en léger recul après la publication d'un nouveau repli de l'activité manufacturière en Chine, à l'aube d'une semaine chargée en indicateurs économiques en Europe et aux Etats-Unis.

Au Japon, l'indice vedette Nikkei a gagné 1,81% à la clôture et les Bourses chinoises étaient en nette hausse dans les derniers échanges, Hong Kong gagnant 1,61% et Shanghai 0,34%.

Les investisseurs semblaient apprécier la publication d'un indicateur meilleur que prévu pour l'économie chinoise, se satisfaisant aussi de la décision de la banque centrale japonaise. Celle-ci a en effet surpris les marchés en lançant une opération d'achat d'obligations publiques japonaises (JGB) d'échéance cinq à dix ans, dans une tentative de calmer la montée des taux d'emprunt japonais. En Chine, l'activité manufacturière s'est repliée en juillet, accusant un recul pour le

quatrième mois consécutif, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS) chinois. L'indice des directeurs d'achat (PMI) est toutefois ressorti meilleur qu'attendu par les analystes interrogés par l'agence Bloomberg. Dans ce contexte, le gouvernement chinois a publié lundi un plan en 20 points pour stimuler la consommation, notamment en soutenant davantage la demande de logements, le secteur de la culture et du tourisme, ainsi que celui de la "consommation verte", comprenant les véhicules électriques

"Si les autorités ont exprimé leur soutien à l'économie, cela ne s'est pas traduit jusqu'à présent par le type de mesures de relance budgétaire importantes auxquelles de nombreux acteurs du marché se sont habitués", a souligné Robert Carnell, économiste d'ING.

Les marchés européens ont eux réagi différemment à l'indicateur chinois, ouvrant en léger repli. Vers 09H50 GMT, Paris était stable (+0,03%) tout comme Francfort (-0,09%), Londres lâchait 0,23%. La séance sera principalement guidée en Europe par la publication "aujourd'hui de l'indice des prix à la consommation (IPC) de juillet et le Produit Intérieur Brut (PIB) du deuxième trimestre pour la zone euro", notent les analystes de la Deutsche Bank.

"En ce qui concerne les résultats, environ la moitié des sociétés du S&P 500 (indice boursier à Wall Street, ndlr) ayant déjà publié leurs résultats, tous les regards seront tournés vers Apple et Amazon, qui publieront les leurs jeudi", ajoutent-ils. Parmi les autres rendez-vous de la semaine du côté des résultats d'entreprises, ceux d'AMD et de Qualcomm seront "surveillés de près en ce qui concerne les puces", ont-ils poursuivi. Sur le marché obligataire, les taux remontaient légèrement vers 09H50 GMT. Le taux allemand à 10 s'établissait à 2,51% contre 2,49% à la clôture vendredi.

Heineken vend moins de bière Le brasseur néerlandais Heineken chutait de près de 6% à Amsterdam vers 07H50 GMT, après avoir annoncé lundi une baisse de 5,6% de ses ventes de bière et une chute de 8,6% de son bénéfice net au premier semestre.

Toyota accélère

Le titre Toyota a grimpé de 3,29% à la Bourse du Japon. Le géant automobile a annoncé vendredi qu'il allait vendre pour 250 milliards de yens (1,6 milliard d'euros) une petite tranche de ses actions dans l'opérateur télécoms japonais KDDI (-0,91%), dans le cadre d'un programme de rachat d'actions mené par ce dernier. Mitsubishi a gagné 2,81%, Honda 2,57% et Nissan 0,73%.

Du côté du pétrole et des devises

Les cours du pétrole se stabilisent lundi vers 07H50 GMT, après avoir signé vendredi leur sixième séance de hausse en sept journées de cotation. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre lâchait 0,10%, évoluant à 84,90 dollars vers 07H50. Vendredi, il avait dépassé le seuil de 85 dollars pour la première fois depuis mi-avril. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain à même échéance, il était stable (-0,04%), à 80,54 dollars. L'euro était également stable (+0,01%) à 1,1018 dollar.

CAC40

Se rapproche doucement des 7500 points

La bourse de Paris grappille 0,2% ce matin, autour des 7495 points, après avoir bouclé une semaine positive vendredi dernier, à la faveur de solides résultats d'entreprises et d'indicateurs économiques rassurants. L'évolution récente de la situation économique, qui accrédite la thèse d'un atterrissage en douceur de la croissance, semble avoir soulagé les investisseurs. Un début de saison des résultats plutôt réussi est également venu raviver l'appétit pour le risque, tout comme le discours sans grande surprise tenu par les grandes banques centrales la semaine dernière. D'après FactSet, 80% des sociétés du S&P 500 ont jusqu'ici fait mieux que prévu au niveau de leurs bénéfices, une performance qui se situe bien au-delà des moyennes historiques à cinq ans (77%) et 10 ans (73%). Les marchés s'apprêtent à connaître une nouvelle semaine dense sur le front des résultats d'entreprises, avec les publications de nombreux poids lourds de la cote, tels qu'Amazon et Apple. Quelques ténors européens dont adidas, BMW, bp, Ferrari ou encore Merck KGaA dévoileront aussi leurs comptes trimestriels au cours des jours qui viennent. À cette actualité chargée s'ajoutera l'annonce, jeudi, des décisions de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE) Sur le front macroéconomique, la semaine sera essentiellement dominée par la publication, vendredi, des derniers chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. Dès aujourd'hui, les investisseurs suivront avec attention la première estimation de l'inflation en zone euro pour le mois de juillet, ainsi que le premier

chiffre de la croissance économique dans la région sur le deuxième trimestre. L'avance des marchés boursiers semble toutefois rester à la merci des tensions sur l'obligataire. La semaine écoulée a été négative pour les taux européens et elle s'est achevée par une nouvelle dégradation des Bunds allemands et des OAT françaises. Dans l'actualité des sociétés françaises, à la suite de leur entrée en négociations exclusives annoncée en avril dernier, Worldline et Crédit Agricole annoncent la signature d'un accord engageant, précisant les contours de leur projet de partenariat dans les services monétiques aux commerçants. Eurazeo a conclu avec le gestionnaire d'actifs alternatifs Blackstone un accord de financement visant à soutenir la croissance du groupe Premium, un courtier en produits d'épargne et retraite dont il est l'actionnaire majoritaire. Wendel indique avoir signé un accord en vue de la cession de Constantia Flexibles, un des leaders mondiaux du marché de l'emballage flexible pour la grande consommation et les pharmaceutiques, à une filiale de One Rock Capital Partners. A l'occasion de sa publication semestrielle, Legrand annonce relever ses objectifs 2023 pour viser désormais une croissance de ses ventes hors effet de change et impacts de la Russie comprise entre +5 et +8% (contre +2 et +6% précédemment).

| Cours du : 31 Juillet 2023 |         |                     |                                                                                       |             |             |
|----------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Valeur : 02 Août 2023      |         |                     |                                                                                       |             |             |
| BASE                       | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                          | USD     | US DOLLAR           |  | 135.4853    | 135.5003    |
| 1                          | EUR     | EURO                |  | 148.9796    | 149.0503    |
| 1                          | GBP     | POUND STERLING      |  | 174.1904    | 174.2321    |
| 100                        | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 95.3316     | 95.3489     |
| 1                          | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.9580     | 18.9612     |
| 1                          | CHF     | SWISS FRANC         |  | 155.7123    | 155.8012    |
| 1                          | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 102.2685    | 102.3107    |
| 1                          | DKK     | DANISH KRONE        |  | 20.0304     | 20.0342     |
| 1                          | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.8638     | 12.8692     |
| 1                          | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 13.3138     | 13.3203     |
| 1                          | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.8848     | 36.8909     |
| 1                          | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 36.1150     | 36.1247     |
| 1                          | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 440.8894    | 441.0817    |
| 1                          | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 43.8303     | 44.2708     |
| 1                          | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.8921     | 13.8936     |
| 1                          | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 28.2791     | 28.4241     |
| 1                          | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5682      | 3.5686      |
| 1                          | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 181.9770    | 181.9770    |

ITALIE

# Recul du PIB de 0,3% au deuxième trimestre

*L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) reculer de 0,3% au deuxième trimestre par rapport au précédent, selon une première estimation publiée lundi par l'Institut national des statistiques (Istat).*

Cette baisse du PIB constitue une surprise dans la mesure où la Banque d'Italie avait prévu une croissance proche de zéro. Au premier trimestre, l'Italie a connu une progression de son PIB de 0,6%, a confirmé l'Istat. Cette croissance négative au deuxième trimestre reflète «une diminution de la valeur ajoutée dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'industrie», alors que les services ont vu leur activité «légèrement augmenter», a commenté l'Istat. L'acquis de croissance au deuxième trimestre a été de 0,8%, précise l'institut. Le gouvernement de Giorgia Meloni table sur une hausse du PIB de 1% pour l'ensemble de l'année, alors que le Fonds monétaire international vient de relever de 0,4 point, à 1,1%, sa prévision de croissance pour l'Italie. L'Italie a dû faire face à

un ralentissement des investissements au deuxième trimestre dû à la hausse des taux d'intérêt, avait prévenu la Banque d'Italie dès la mi-juillet, tablant sur une croissance quasiment nulle. L'institution avait cependant maintenu à 1,3% sa prévision de croissance pour cette année, qu'elle avait nettement revue à la hausse en juin par rapport à une première estimation de 0,6%.

### Baisse de l'inflation

Le durcissement des conditions d'accès au crédit ne serait que «partiellement compensé» par «l'augmentation des investissements publics prévue dans le cadre du plan de relance» de l'Italie, financé par des fonds européens, avait jugé la Banque d'Italie. La hausse des prix à la consommation a fortement ralenti en juin en Italie, passant à 6,4% sur un an contre 7,6%

en mai, grâce à la poursuite de l'accalmie sur les cours de l'énergie. Après avoir atteint 8,7% en 2022, l'inflation devrait redescendre à 6% cette année en Italie, selon les dernières prévisions publiées par sa banque centrale. «L'inflation est moins forte, mais les banques centrales augmentent les taux au maximum», avait protesté samedi Confindustria, la principale organisation patronale italienne. Conséquence, «le crédit diminue parce qu'il est trop cher». La production industrielle en Italie est repartie à la hausse en mai après quatre mois consécutifs de baisse, progressant de 1,6% par rapport à avril. Sur la période mars-mai, la production industrielle a cependant diminué en moyenne de 1,8% par rapport au trimestre précédent.

PORTUGAL

# Les exportations freinent et le PIB stagne au deuxième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal stagné au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de cette année, après une hausse de 1,6% au premier trimestre, selon une première estimation publiée lundi par l'Institut national des statistiques (INE). «La contribution de la demande extérieure nette pour la variation trimestrielle du PIB a été négative, après avoir été positive au premier trimestre, en conséquence du comportement des exportations», a expliqué l'INE dans un communiqué. En glissement annuel, l'économie portugaise a enregistré une hausse de 2,3% de son activité au deuxième trimestre, inférieure à celle enregistrée entre janvier et mars, en raison notamment d'une progression moins forte des exportations, a précisé l'office des statistiques. Au premier trimestre 2023, l'activité économique au Portugal avait progressé de 1,6% par rapport aux trois derniers mois de 2022, grâce notamment aux exportations. En glissement annuel, le PIB avait crû

de 2,5% entre janvier et mars. À la mi-juin, la Banque du Portugal avait revu en très nette hausse sa prévision de croissance du PIB pour cette année, à 2,7% contre 1,8% estimé précédemment. Cette croissance «robuste» serait tirée notamment par des «exportations qui continueront de croître à un bon rythme, y compris le tourisme», avait alors précisé la banque centrale. En 2022, le tourisme a contribué à l'activité économique portugaise à hauteur de 29,2 milliards d'euros et son poids dans le PIB national s'était élevé à 12,2%, dépassant celui de 2021 (7,8%) mais aussi celui de 2019 (11,8%), année de référence avant la pandémie de Covid-19, selon des données publiées par l'INE début juillet. Le gouvernement socialiste d'Antonio Costa table toujours sur une croissance de 1,8% cette année, mais a déjà fait savoir qu'il comptait lui aussi relever cette prévision à l'automne, lors de la présentation de son projet de budget de l'Etat pour 2024.

# Londres annonce des «centaines» de nouvelles licences gazières et pétrolières

Le gouvernement britannique a annoncé lundi des «centaines» de nouvelles licences pétrolières et gazières, notamment en mer du Nord, dans la foulée de la promesse du Premier ministre Rishi Sunak d'agir de manière «pragmatique et proportionnée» contre le réchauffement climatique. En faisant une telle annonce, l'exécutif s'expose à de lourdes critiques de la part d'organisation écologistes sur le sérieux de son engagement pour l'environnement. Celle-ci intervient en plein questionnement, au sein de la majorité conservatrice mais aussi dans l'opposition travailliste, de certaines politiques vertes en raison de leur coût pour les Britanniques, durement frappés par l'inflation. Rishi Sunak s'oppose également frontalement aux travaillistes, qui, largement donnés en tête en vue des prochaines élections législatives l'année prochaine, veulent mettre fin à l'exploitation pétrolière et gazière en mer du Nord. «Nous avons tous été témoins de la manière dont (le président russe Vladimir) Poutine a instrumentalisé l'énergie, perturbant les approvisionnements et faisant caler la croissance dans des pays du monde entier», a déclaré le chef du gouvernement conservateur dans un communi-

qué. «Maintenant plus que jamais, il est vital que nous renforçons notre sécurité énergétique et capitalisons sur cette indépendance pour procurer de l'énergie plus abordable et propre aux foyers et entreprises britanniques», a ajouté Rishi Sunak. Il a assuré que même quand le Royaume-Uni aura atteint son objectif neutralité carbone en 2050, un quart de ses besoins en énergie proviendra du pétrole et du gaz.

### Du «côté» des ménages

Le soutien de l'exploitation pétrolière et gazière en Mer du Nord va permettre de soutenir plus de 200.000 emplois, assure Downing Street. Le gouvernement dévoile en outre deux premiers sites de capture et de stockage de CO2 en Mer du Nord, secteur susceptible de soutenir jusqu'à 50.000 emplois, selon Downing Street. Cette technologie est critiquée par certains écologistes comme pouvant servir d'excuse à la poursuite d'exploitation des énergies fossiles. Les politiques vertes semblent sur la sellette au Royaume-Uni depuis la défaite surprise du Labour face aux conservateurs dans une élection locale de l'ouest de Londres. Ce résultat –

à moins de 500 voix près — a été mis sur le compte de la défiance des électeurs face à l'extension prévue fin août d'une taxe sur les véhicules polluants à l'ensemble du Grand Londres, soit neuf millions d'habitants, et voulue par le maire travailliste Sadiq Khan. Sous forte pression d'une frange de la majorité, le gouvernement a laissé entendre que certains objectifs environnementaux pourraient être assouplis, notamment sur les normes énergétiques des logements. Rishi Sunak avait préparé le terrain durant le week-end dans une tribune parue dans le journal conservateur Sunday Telegraph, qualifiant le Labour d'«anti-automobiliste» et se disant «du côté» des ménages qui ont besoin de leur voiture.

### «Apathie» sur le climat

«Nous ferons la transition vers la neutralité carbone», a-t-il déclaré sur les ondes de la BBC en Ecosse. «J'y suis engagé, mais nous le ferons d'une manière proportionnée et pragmatique qui n'ajoute pas nécessairement au fardeau ou aux prix des factures des familles, en particulier à un moment où l'inflation est plus élevée que chacun d'entre nous ne l'aurait souhaité», a-t-il ajouté.

Selon un sondage YouGov du printemps, 65% des Britanniques se disent inquiets des conséquences du changement climatique, mais ils s'opposent majoritairement à la plupart des mesures qui leur demanderaient un effort personnel. Le Royaume-Uni subit en tout cas les effets du réchauffement. Un rapport des services météorologiques a averti cette semaine que les températures records de l'été 2022, où les 40°C ont été dépassés, paraîtraient «fraîches» d'ici à la fin du siècle. «Nous ne resterons pas les bras croisés pendant que les politiciens utilisent l'environnement comme un ballon de football politique. C'est de courage et de leadership dont nous avons besoin maintenant», ont prévenu dans une lettre à Rishi Sunak les dirigeants de plusieurs associations, comme WWF, le National Trust ou Greenpeace. Fin juin, le secrétaire d'Etat chargé du climat au ministère des Affaires étrangères Zac Goldsmith - proche de l'ex-Premier ministre Boris Johnson - a quitté le gouvernement, reprochant notamment à Rishi Sunak de ne pas s'intéresser à l'environnement et dénonçant «l'apathie» de l'exécutif sur le climat.

ZONE EURO

# La croissance du PIB estimée à 0,3% au 2e trimestre

La zone euro a enregistré au deuxième trimestre une croissance de son économie plus forte qu'attendu, montre la première estimation du produit intérieur brut (PIB) publiée lundi. Le PIB des 20 pays partageant l'euro a progressé de 0,3% en avril-juin par rapport aux trois mois précédents. Sur un an, sa hausse atteint 0,6%. Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne une croissance de 0,2%, avec un PIB en progression de 0,5% sur un an. Au premier trimestre, l'économie en zone euro était restée stable d'un mois sur l'autre mais avait augmenté de 1,1% en rythme annuel.

SUISSE

# La Banque centrale affiche 13,8 milliards d'euros de pertes au T2

La Banque nationale suisse (BNS) a affiché lundi une perte de 13,20 milliards de francs suisses (13,8 milliards d'euros) pour le deuxième trimestre, les hausses de taux d'intérêt des autres banques centrales ayant réduit la valeur de son portefeuille obligataire. La BNS a enregistré des pertes de 8,08 milliards de francs sur ses positions en devises étrangères de 742 milliards de francs, en raison de la chute des prix des obligations. Le résultat semestriel a néanmoins été soutenu par un bénéfice de 900 millions de francs provenant des versements d'intérêts, principalement des liquidités d'urgence fournies à Credit Suisse et UBS, a déclaré la banque centrale. À la fin du mois de juin, l'encours total des prêts accordés par la BNS s'élevait à 66,7 milliards de francs.

IL A DÉGAGÉ UN BÉNÉFICE DE 11 MILLIARDS D'EUROS

# Stellantis au sommet de la rentabilité, devant Tesla

Le groupe automobile a dégagé près de 11 milliards d'euros de bénéfice net, en hausse de 37 % sur un an.

Stellantis continue d'améliorer sa forme financière, comme un sportif se préparant à la compétition qui vient. Le groupe automobile, issu de la fusion entre PSA et Fiat-Chrysler, a dégagé un chiffre d'affaires supérieur aux attentes, de 98,4 milliards d'euros au premier semestre 2023, en hausse de 12 %. Surtout, le bénéfice net du groupe dirigé par Carlos Tavares a atteint 10,9 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année, en hausse de 37 % par rapport à la même période l'année dernière. La marge opérationnelle s'est quasiment maintenue par rapport aux six premiers mois de 2022, à 14,4 % sur le premier semestre 2023. Ces résultats « très solides », comme les qualifie l'analyste Thomas Besson chez Kepler Chevreux, sont inédits chez les constructeurs généralistes. Le titre gagnait environ 1,6 % à la mi-journée. Les résultats ont été tirés, explique le groupe, par la performance opérationnelle et la diminution des charges exceptionnelles de 2,4 milliards d'euros à 600 millions d'euros. « Nous avons beaucoup travaillé, avec succès, sur la réduction de nos coûts, qui vient à moitié de nos usines », a souligné Carlos Tavares. Le mix produit a contribué au résultat, Stellantis ayant vendu davantage de modèles à forte marge. Des analystes, comme ceux de Bank of America, soulignent que le groupe dépense moins en recherche et développement que ses concurrents, grâce à une politique de coentreprises dans le cadre de l'électrification de sa gamme. Stellantis a dégagé davantage de free cash-flow sur la période, qui atteint 8,6 milliards d'euros, en hausse de 3,3 milliards d'euros, malgré des dépenses d'investissement en hausse d'un demi-milliard. Le groupe confirme ses objectifs financiers pour 2023, avec une marge opérationnelle à deux chiffres et un free cash-flow positif. Il rappelle qu'il compte finaliser ses rachats d'actions de 1,5 milliard d'euros. L'obsession du « point mort » Le Portugais indique que des marges de progression existent encore... du côté des fournisseurs, alors que ceux-ci négocient la répercussion de l'inflation sur leurs prix aux constructeurs. « Nous pouvons maintenant travailler avec nos fournisseurs pour qu'ils s'inspirent de nos méthodes », a glissé le dirigeant. Carlos Tavares n'en a pas fini avec son obsession du point mort. Celui-ci a été abaissé à 33 %, d'après le dirigeant, après 40 % en 2022. « Ce



chiffre peut fluctuer, mais l'objectif est de rester en dessous de 50 », a-t-il précisé. En tout état de cause, Stellantis continuera son effort sur les coûts ces prochains mois, a assuré le dirigeant. Le dirigeant envisage d'utiliser ses marges de manœuvre financières pour baisser les prix ces prochains mois. « Si nous sommes capables de générer des réductions des coûts et de combattre l'inflation, cela nous donnera des marges de manœuvre pour allouer une partie de ces gains à l'activité commerce, afin que celle-ci puisse davantage respirer, dans un contexte qui pourrait être plus compétitif à cause de l'arrivée des concurrents chinois en Europe », a prévenu le président du directoire de Stellantis. Et d'ajouter : « Nous ne sommes pas autistes. Nous n'avons aucune intention de geler les prix à des niveaux qui seraient non compétitifs sur le marché. Mais le volume de ventes ne sera jamais notre priorité numéro un. » Le groupe a livré 3,3 millions de véhicules sur les six premiers mois de l'année, un chiffre en hausse de 9 %. Mais Carlos Tavares n'est pas insensible aux signaux d'alerte en provenance des concessionnaires, ainsi qu'aux statistiques inquiétantes de baisse des parts de marché de ses marques en Europe. Ces contre-performances commerciales, en partie dues à de lourds problèmes logistiques, inquiètent. En France, la part de marché du groupe est pas-

sée sous la barre des 30 %, fondant de plus de 3 points au premier semestre 2023 par rapport à la même période en 2022, d'après AAA Data. Les marques emblématiques souffrent. Citroën est passé sous la barre des 8 % de part de marché et Peugeot sous celle des 15 %. L'offensive commerciale a débuté. Chez Peugeot, « nous sommes aujourd'hui dans une offensive commerciale quotidienne entamée il y a quelques semaines pour être toujours au plus près du terrain », a glissé au passage le nouveau directeur de Stellantis France, Christophe Musy, dans un communiqué de nomination diffusé en début de semaine. La marque au lion attend sa future 3008, qui sera dévoilée début septembre. Côté Citroën, la marque aux chevrons a commencé à lancer des offres à prix réduits depuis plus d'un mois. Pour se relancer, elle compte beaucoup sur sa future citadine électrique, l'e-C3, qui sera présentée à l'automne. Stellantis, prévient Carlos Tavares, figure parmi les mieux placés pour soutenir une guerre des prix. « General Motors est à 8,3 % de marge opérationnelle, Tesla à 10 %, et nous verrons où ils en seront en fin d'année, a glissé le dirigeant portugais. La firme d'Elon Musk a perdu 7 points de rentabilité en baissant les prix pour progresser dans le marché. Nous sommes maintenant plus rentables qu'eux. »

## VOITURE ÉLECTRIQUE EN FRANCE

### Le bonus écologique c'est plus automatique, les règles changent au 1er janvier

Le gouvernement va durcir les règles d'attribution du bonus écologique. Objectif : favoriser les constructeurs qui produisent en Europe. Toutes les voitures électriques, même celles dont le tarif est inférieur à 47 000 euros, ne seront plus éligibles au bonus écologique à compter de l'année prochaine. Conformément à ce qui était envisagé depuis des semaines, le gouvernement a bien décidé d'instaurer un « score environnemental » pour l'obtention du coup de pouce financier. Le principe ? Chaque véhicule est noté selon les émissions générées lors de sa fabrication et de son transport, s'il dépasse un certain seuil, il n'est plus éligible à l'aide de l'état.

Publié le 28 juillet, le projet de décret relatif au conditionnement de l'éligibilité au bonus écologique pour les voitures particulières neuves électriques est doublé d'un projet d'arrêté relatif à la méthodologie de calcul du score environnemental. Concrètement, cela indique que le ministère de l'Économie et de la Transition énergétique travaille actuellement à l'écriture d'un texte qui va changer, pour ne pas dire durcir, les conditions d'attribution du bonus écologique. Les détails précis permettant de calculer le score environnemental ne sont pas encore connus, il est donc impossible de dire quels modèles seront immédiatement exclus du dispositif. Néanmoins, le gouvernement a

donné plusieurs indications qui permettent de comprendre comment sera calculé le score environnemental.

#### Le bonus écologique réservé aux voitures européennes ?

Ce score environnemental sur 100 vise à prendre en compte le bilan carbone d'un véhicule dans toutes les étapes de sa vie. De sa conception, à sa fabrication et jusqu'au transport précédant sa livraison. Si cette note finale ne dépasse pas les 60/100, alors le modèle pourra prétendre au bonus écologique. Dans les critères de notation, il y a bien sûr le type de matériaux utilisés (acier, aluminium, plastiques, verre, etc.) Mais il y a également le lieu de production, ce qui im-

plique que chaque site de fabrication disposera de sa propre notation. La production de la batterie fera l'objet d'un calcul spécifique dans la mesure où elle représente à elle seule un tiers du bilan carbone d'un véhicule. Le gouvernement précise à ce propos qu'une « batterie produite en Chine émet entre 1,7 et 3 fois plus de CO2 que si elle était produite en France ». La batterie sera donc notée à part, mais représentera bien un tiers du score final. Enfin, il y a le transport. Selon que l'acheminement vers le site de livraison se fait en avion, bateau ou en train, la note changera. Voilà pour les grandes lignes.

## BMW M3 TOURING VS AUDI RS 4 AVANT

### Combat des breaks !

L'événement est de taille dans le microcosme des familiales sportives. La BMW M3, jusqu'alors disponible seulement en berline ou coupé, s'offre une déclinaison Touring aux prestations alléchantes. La confrontation avec la reine Audi RS 4 était inévitable. L'histoire de BMW Motorsport avec les breaks n'est jamais apparue comme une évidence. Seulement deux déclinaisons de M5 (E34 en 1992 et E61 en 2007) ont eu droit à cette carrosserie avec à la clé des volumes de production anecdotiques. Ce qui poussa BMW à ne pas reproduire l'expérience de sitôt. Laissant ainsi le champ libre à Audi, spécialiste du secteur depuis 1994 avec sa RS 2 (sur base d'Audi 80 Avant) conçue en partenariat avec Porsche. Ce qui poussa BMW à ne pas reproduire l'expérience de sitôt. Laissant ainsi le champ libre à Audi, spécialiste du secteur depuis 1994 avec sa RS 2 (sur base d'Audi 80 Avant) conçue en partenariat avec Porsche. Dès lors, les RS 4 et RS 6 se sont succédé, faisant le bonheur d'une clientèle exigeante, attachée aux performances, mais également à la polyvalence induite par la transmission intégrale Quattro.

Pour sa nouvelle M3, BMW donne le choix entre propulsion et transmission intégrale, mais le break n'est disponible qu'en xDrive dans sa dernière définition, particulièrement performante, nous y reviendrons. Cette M3 Touring chasse donc directement sur les terres de sa rivale, en essayant d'offrir sa polyvalence « tous temps » additionnée d'une touche de dynamisme caractéristique des produits « M ». Pour tenter de se démarquer, elle n'est disponible qu'en version Competition, disposant d'un 6 cylindres en ligne de 510 ch, quand la RS 4, restylée l'an passé, conserve son V6 de 450 ch.

ANDROID :  
26 applications frauduleuses cher-  
chent à vous piéger, désinstallez-les

Une nouvelle fournée d'applications frauduleuses s'attaque aux smartphones Android. Ces apps ont été déployées par un cybercriminel cherchant à piéger les internautes et à siphonner toutes leurs cryptomonnaies. Le pirate y a caché deux dangereux malwares.

Les chercheurs de Trend-Micro ont découvert deux nouvelles familles de logiciels malveillants visant les smartphones Android. Ces deux malwares sont apparemment liés. Plusieurs indices révèlent en effet que les deux virus ont été déployés par la même entité. À lire aussi : comment les hackers glissent des malwares Android sur le Play Store

CherryBlos, le voleur de cryptos

Le premier virus identifié par les enquêteurs s'intitule CherryBlos. Ce malware, caché dans plusieurs apps Android, s'est massivement propagé grâce à des sites web frauduleux. Pour maximiser le nombre de victimes, les pirates ont fait la promotion de leurs sites par le biais de campagnes publicitaires sur les réseaux sociaux. Les chercheurs ont notamment découvert un compte Twitter et un compte TikTok destiné à promouvoir les pièges tendus par les pirates. Ces sites encourageaient les internautes à installer une application vérolée, par le biais d'un APK.

Une fois installée sur le téléphone de ses victimes, l'app déploie discrètement CherryBlos. Le virus est taillé

pour s'emparer des cryptomonnaies détenues sur les portefeuilles numériques des utilisateurs. Concrètement, il intervient lorsqu'un investisseur réalise un retrait. Le malware va remplacer l'adresse de réception fournie par l'utilisateur par une adresse détenue par un hacker. Les actifs numériques sont alors versés le compte des cybercriminels. Il s'agit d'une stratégie tout à fait classique.

Par ailleurs, le virus peut s'emparer des identifiants de connexion, dont les précieuses clés privées, d'un wallet. Le logiciel superpose simplement une fausse fenêtre au-dessus des applications. Celle-ci imite l'interface de l'application officielle. La victime n'y voit que du feu et divulgue la suite de mots permettant d'accéder à ses cryptomonnaies. En parallèle, CherryBlos peut aussi consulter toutes les photos stockées sur le téléphone. Les hackers utilisent alors un système de reconnaissance optique de caractères pour repérer si la phrase de récupération d'un wallet n'est pas visible sur l'une des images. Certains usagers commentent en effet l'erreur d'enregistrement leur mot de passe par une capture d'écran.

D'après TendMicro, le logiciel malveillant a fait sa première apparition en avril 2023 sur un groupe Telegram consacré au minage de cryptomonnaies. Voici la liste des quatre applications qui renferment le malware CherryBlos : GPTalk ; HappyMiner ; Robot 999 ; SynthNet .

**L'arnaque FakeTrade**

En parallèle, les pirates derrière CherryBlos ont propagé le virus FakeTrade sur la toile. Ce programme malveillant est parvenu à contourner les mesures de sécurité de Google pour infiltrer le Play Store. En bernant les équipes de Google avec « des techniques avancées », les pirates peuvent toucher une grande quantité d'internautes... qui sont persuadés d'être à l'abri sur le Play Store.

Pour bernier les utilisateurs Android, les applications vérolées promettent des revenus élevés, aisés et sans effort aux internautes. Malheureusement, les usagers ne sont jamais en mesure de retirer leurs gains. Selon TrendMicro, ces apps affirmaient que « les utilisateurs pouvaient gagner de l'argent en accomplissant des tâches et en ramenant d'utilisateurs pour gagner plus de revenus ».

Les développeurs gagnent alors de l'argent en diffusant des publicités dans l'app.

Alerté par les chercheurs de Trend-Micro, Google a promptement banni les applications vérolées de son Play Store. Néanmoins, de nombreux internautes, en quête d'argent facile, ont déjà installé ces applications sur leur téléphone. Si c'est votre cas, on vous invite à la supprimer d'urgence : « AMA ; BBSshop ; Canyon ; Domo ; Envoy ; Fair ; FIRETOSS ; Gobuy ; GoDo ; Goshop ; Huge ; Koofire ; Leefire ; Moshop ; NtBuy ; Onefire ; Papaya ; Saya ; Smartz ; Upwork ; WebFx et Youtech ».

Prudent, TrendMicro estime qu'il est « possible que les attaquants planifient de futures campagnes en utilisant des techniques similaires ».

Pour éviter les pièges, évitez d'installer une application inconnue sur votre téléphone. Avant de procéder à l'installation d'une application, il est crucial d'examiner les avis des autres utilisateurs et de vérifier l'identité du développeur. Bien souvent, ces précautions permettent de déceler la supercherie.

Source : TrendMicro

Finale-  
ment, tous les iPhone 15  
subiraient une hausse de prix



C'est à croire qu'Apple prépare les esprits à une hausse des prix pour ses futurs iPhone 15 ! Les rumeurs se font en effet de plus en plus insistantes sur une nouvelle flambée des étiquettes à la rentrée.

L'an dernier, Apple a explosé le plafond de verre des 1 000 € avec l'iPhone 14, pourtant considéré comme un modèle d'« entrée de gamme ». Quant aux modèles Pro, le premier prix si on peut dire est de 1 329 €. De quoi désespérer les budgets les plus étriqués ! Et malheureusement pour eux, il faut s'attendre à une nouvelle hausse des prix pour la cuvée 2023 de l'iPhone.

**Les clients prêts à mettre le paquet pour les nouveaux iPhone**

Mark Gurman donne de nouvelles précisions concernant la valse des étiquettes à prévoir. Contrairement à ce que la rumeur laissait entendre depuis un moment, le journaliste de Bloomberg a entendu dire que les quatre nouveaux smartphones attendus cette année subiront une augmentation de leurs prix, pas uniquement les 15 Pro et pro max.

Par ailleurs, ces hausses auraient lieu en dehors des États-Unis — comme ça a été le cas l'an dernier, puisque ce sont les Européens qui ont payé au prix fort l'inflation et un taux de change défavorable. Gurman précise toutefois qu'Apple pourrait relever les tarifs sur le territoire américain, mais que cela pourrait ne concerner que les deux modèles Pro.

Pour justifier cette hausse, Apple mettrait en avant les changements et améliorations apportés aux nouveaux iPhone. Les versions grand public (iPhone 15 et iPhone 15 Plus) troqueraient l'encoche pour la Dynamic Island inaugurée en 2022 avec les iPhone 14 Pro et Pro Max. Ils en intégreraient également la puce A16 et probablement le capteur photo principal de 48 mpx. Quant aux iPhone 15 Pro et Pro Max, ils auraient droit à du titane en lieu et place de l'acier inoxydable, une puce A17 gravée en 3 nm plus puissante, et des bordures ultra-fines autour de l'écran. Tout ce petit monde passerait aussi à l'USB-C au lieu du Lightning.

En février, à l'occasion des résultats financiers trimestriels, Tim Cook avait clairement énoncé que les consommateurs étaient prêts à consentir des efforts financiers pour s'offrir le dernier iPhone en vogue. Dans ces conditions, on voit mal pourquoi Apple se priverait d'augmenter ses prix !

SANTE  
Les 5 principaux  
bienfaits des champignons pour la santé

**Que sont les champignons ?**

Tous les champignons sont des mycètes et ils produisent des spores, semblables au pollen ou aux graines, qui leur permettent de se répandre ou de voyager grâce au vent. Le reste du champignon arrive ensuite à maturité et vit généralement dans le sol ou le bois.

Il existe de nombreux types de champignons, dont certains sont comestibles, notamment des espèces bien connues comme le bouton, l'huître, le cépe et la chanterelle.

D'autres, en revanche, ne sont pas comestibles et peuvent provoquer des douleurs d'estomac ou des vomissements s'ils sont consommés, voire, dans certains cas, être mortels, comme c'est le cas pour le champignon de la mort, très répandu.

Les champignons font l'objet d'un nombre croissant de recherches et sont de plus en plus utilisés pour leurs importants bienfaits pour la santé, un certain nombre de variétés présentant des propriétés médicinales.

**Avantages nutritionnels des champignons**

Une portion de 80 g apporte :

- 6 Kcal / 23 KJ
- 0,8 g de protéines
- 0,2 g de lipides
- 0,2 g d'hydrates de carbone
- 0,6 g de fibres
- 302mg Potassium
- 32mcg Folate

Une portion de 80 g correspond à l'un des cinq apports journaliers, soit environ 14 champignons de Paris.

Les 5 principaux bienfaits des champignons pour la santé

1. Source végétale de vitamine D

Les champignons sont l'une des rares sources non animales de vitamine D. Lorsqu'ils sont cultivés et exposés aux rayons ultraviolets (UV) du soleil ou d'une lampe UV, les champignons augmentent leur concentration en vitamine D. En fait, vous pouvez même le faire chez vous en laissant les champignons sur le comptoir à la lumière directe du soleil pendant 15 à 120 minutes ; des études suggèrent que ce simple geste peut entraîner des niveaux de vitamine D2 aussi élevés que 10 mcg par 100 g de poids frais.

SAMSUNG ELECTRONICS  
CHUTE de 95%  
de son résultat  
d'exploitation

Samsung Electronics a annoncé ce jeudi une chute de 95% de son résultat d'exploitation au cours du deuxième trimestre. Le géant sud-coréen de la tech a été touché par le ralentissement de la demande de semi-conducteurs. Il reste néanmoins confiant, s'attendant à un « redressement progressif » de la demande mondiale pour la fin de l'année.

C'est confirmé pour Samsung : comme annoncé au début du mois, le bénéfice d'exploitation du géant sud-coréen de la tech a chuté de -95% au deuxième trimestre. Il s'est élevé à 668,5 milliards de won (473,6 millions d'euros), contre 14.100 milliards de won (10,5 milliards d'euros) sur la même période en 2022, selon un communiqué du groupe publié ce jeudi 27 juillet.

Il s'agit du plus mauvais résultat trimestriel de l'entreprise, fleuron du groupe Samsung et de loin sa filiale la plus importante, depuis le premier trimestre 2009 où il était tombé à 590 milliards de won.

Le chiffre d'affaires a quant à lui reculé de -22% entre avril et mai, à 60.000 milliards de won (42,1 milliards d'euros).

**Une demande mondiale trop faible**

Samsung a été pénalisé par une surabondance de puces, qui a causé d'importantes pertes en dépit d'une révision à la baisse de sa production. Le géant sud-coréen avait annoncé en avril une réduction significative de sa production de semi-conducteurs, à l'instar de ses rivaux SK Hynix et Micron.

« La demande de puces-mémoires est en train de toucher le fond avec une demande plus lente que prévu, couplée aux stocks sur le marché, qui sont toujours en train d'être écoulés depuis janvier », relevait auprès de l'AFP Neil Shah, un analyste de Counterpoint Research, début juillet. « Il s'agit d'un revirement complet par rapport à l'année dernière, où le secteur des puces-mémoires avait contribué à plus d'un tiers du bénéfice », a-t-il ajouté.

Pour la société d'études de marché TrendForce, la baisse des prix des puces DRAM (puces de mémoire vive), souvent utilisées dans les PC et les smartphones, devrait ralentir au cours du second semestre, après une chute de -18% au cours du second trimestre.

Le ralentissement de l'économie mondiale a mis un coup de frein au secteur, après des années de bénéfices record alimentés par l'explosion des prix. Joanne Chiao, analyste chez TrendForce, a déclaré s'attendre à ce que la production continue son ralentissement cette année - de -9,3% selon les estimations - en raison de la faiblesse de l'économie en général.

**Du mieux pour la fin de l'année**

Pour autant, le géant sud-coréen s'affiche confiant.

« La demande mondiale devrait se redresser progressivement au cours du second semestre de l'année, ce qui devrait entraîner une amélioration des bénéfices grâce à l'activité des puces électroniques », assure Samsung dans son communiqué.

Le document note cependant que « la persistance des risques macroéconomiques pourrait s'avérer un obstacle à cette reprise de la demande ».

La baisse récente des bénéfices n'a pas dissuadé l'entreprise de réaliser des investissements audacieux. En mars, elle a annoncé un projet de construction du plus grand centre de fabrication de puces électroniques au monde, grâce à un investissement privé de 230 milliards de dollars provenant principalement de Samsung Electronics.

|    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 2  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 3  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 4  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 5  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 6  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 7  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 8  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 9  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 10 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 11 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 12 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 13 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 14 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 15 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 16 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 17 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 18 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 19 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| 20 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

Horizontalement

1 Perte de connaissance.2 Des tas de plis.- Père du régiment.- Pièce de Molière.3 Au coeur de la musique arabe.- Pronom.- Cépage ou simple flic.- Sale à manger.4 Prise en grappe.- Casser la croûte au salon.- Couvre-joint.5 Elle fait la différence.- Faire son numéro.- Blouse.6 Âges importants.- Releva.- Langage informatique.- Réunit tous ses fils.7 Au sein du comté.- Mesure thermodynamique.- Bâtisseurs de pyramides.- Dupé.8 Fait fuir les enfants.- Seigneur.9 Revêtera.- Mois modeste.- Petite gelée du matin.10 Eut du coeur.- A vu la bêtise réduite.- Toujours présent en retour à Noël.- Pronom.11 Mauvaise foi.- Louées pour voyager.- Dérive de la soul.12 Machine à calcul.- Les sens interdit.- Maintient le cap.13 Alimentation du pigeon.- Respectés en droit.- Race de goinfres.- Filtre.14 Éclate.- Accro.- Maison de rapport.15 Du genre humain.- Embobelineras.- En apnée.16 Vers latin.- Ça donne les chocos.- Tenue en observation.- Nadine à Monaco.- Planque.17 Capitale européenne.- Faîne est en.- Fatiguent.18 Barras le passage.- Divinité guerrière.- Tout autre.19 Femmes de service.- Bien frottées.20 Usés.- Bande de chevaux.- Exercer le droit.- Avance.

Verticalement

1 Perte de connaissance.- Parc bien étudié.2 Débloqué.- Gitane bien roulée.- Titre de propriété.3 Réclamée par Danton.- Veut l'indépendance du Québec.- Seul, il est beau sans problème.4 Clé pour permettre la fugue.- Consultant.- Mode.- Pris comme la mouche.5 Se plongent dans les affaires.- Gardienne du trésor.- Caractères urbains.6 N'a pas de prix.- La place du stérilet.- Inflexible.7 Pronom.- Cri de joie jadis.- Porte les cornes dans le désert.- Nous trimballe en tous sens.8 Fisse des avances.- Fait une avance.- Étape.9 Une veste pour les gaulois.- Entretien.- Gardes.10 A les moyens.- Bâtisseur de pyramide.- Roitelet.- Apporte du nouveau.11 Taillai.- Oignons.- Elle se taille quand on veut la monter.12 Famille de poissons.- Pâle.- Antique air.13 Voie à suivre.- Grecque explosive.- Couverture à retourner.- A usage religieux.- Animés.14 Sûr.- Blâmée.- Bandait.15 Apporte du nouveau.- Dirigent.- Promis à la corde.- Pronom.16 Disque de zone bleue.- Un exploit en bref.- S'exerça aux barres parallèles.- Accélère la production.17 Louait.- Une forte tête.18 N'apportent rien.- Homes primitifs.- Toit des Pyrénées.19 Grincent.- Appelé à disparaître.- Bafouilles.20 Poète français.- Posent un problème.- Pétale de rose.

## Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite officielle en Russie

Le Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, entame, ce lundi, une visite officielle en Russie, sur invitation du Général d'Armée, ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Choïgou Sergueï, indique dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Sur invitation du Général d'Armée, Choïgou Sergueï, ministre de la Défense de la Fédération de Russie, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle, à partir d'aujourd'hui lundi 31 juillet 2023, en Fédération de Russie", précise la même source. "Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces armées russes, permettra aux deux parties d'examiner les questions d'intérêt commun", souligne le communiqué du MDN.

### COOPÉRATION

## Le ministre de l'Energie et des Mines en visite au Zimbabwe

Chargé par le président de la République, Abdelamdjid Tebboune, le ministre de l'Energie et des mines, Mohammed Arkab effectue, à partir de ce lundi, une visite de travail de trois jours au Zimbabwe.

Le ministre sera à la tête d'une importante délégation comprenant les PDG de Sonatrach, de Sonelgaz, de Sonarem et de Naftal, en plus des cadres du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Zimbabwe dans les domaines de l'énergie et des mines, notamment dans les hydrocarbures, du pétrole et de l'électricité, ainsi que dans divers domaines d'intérêt mutuel, précise un communiqué du ministère.

Au cours de cette visite, le ministre tiendra des séances d'affaires avec ses pairs, le ministre de l'énergie, le ministre des mines et du développement minéral, ainsi que des réunions avec plusieurs fonctionnaires au Zimbabwe.

### CHINE

## Un vaste plan de soutien à la consommation

Le gouvernement chinois a annoncé lundi des mesures de soutien à la consommation, après la parution d'indicateurs suggérant une contraction de l'activité manufacturière pour le quatrième mois consécutif et un ralentissement de la croissance. L'indice des directeurs d'achat (PMI), reflet de la santé du monde industriel, s'est établi à 49,3 points, contre 49 en juin, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS).

C'est supérieur aux prévisions d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg (48,9) mais confirme le piétinement de la reprise post-Covid en Chine. Un chiffre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité manufacturière et, en deçà, il traduit une contraction. Le PMI avait atteint en février 52,6 points, son niveau le plus élevé en une décennie, mais il est depuis en recul.

Le BNS s'est toutefois félicité que la contraction soit moins forte que celle de juin, avec une «situation de l'industrie manufacturière» qui «continue de s'améliorer», a-t-il indiqué. «Le niveau général de l'activité manufacturière continue de s'améliorer», a commenté un statisticien du BNS Zhao Qinghe, dans un communiqué.

Il a aussi observé le faible volume des commandes étrangères, parlant d'un «environnement extérieur compliqué». En juin, les exportations ont faibli de 12,4%, le plus fort déclin en trois ans selon des données douanières. «Les données délivrent un message mitigé», selon Zhiwei Zhang, un analyste de Pinpoint Asset Management, tout en pointant «une dynamique économique toujours plutôt faible».

### MEXIQUE

## PIB en hausse de 3,6% sur un an au deuxième trimestre

Le PIB du Mexique a progressé de 3,6% au deuxième trimestre en glissement annuel et de 0,9% par rapport au premier trimestre, a annoncé lundi l'Institut national de Statistiques (INEGI).

L'activité des services de la seconde économie d'Amérique latine après le Brésil a augmenté de 4,1%, l'industrie de 2,6% et le secteur pêche et agriculture de 2,5%, a précisé l'INEGI dans un communiqué.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Mardi 01 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



### SAISON ESTIVALE

## 167 cas de noyade enregistrés depuis le 1<sup>er</sup> juin

Les services de la Protection civile ont enregistré 167 cas de noyade depuis le 1<sup>er</sup> juin, a révélé, ce lundi, le chargé de l'information à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le Lieutenant Youcef Abdat.

Selon le même responsable, 114 sur un total de 167 cas de noyade ont été enregistrés au niveau des plages dont la majorité sont des plages non autorisées à la baignade ou des plages où le drapeau rouge était hissé, tandis que 53 cas ont été déplorés dans des réserves d'eau. Pour assurer la sécurité des estivants, ajoute Abdat, un dispositif sécuritaire spécial a été mobilisé au niveau des 437 plages autorisées à la baignade, dont 951 agents de la Protection civile, 636 plongeurs et 254 conducteurs de jet-ski.

L'officier a rappelé le lancement, depuis le 7 mai dernier, de campagnes de sensibilisation comme mesure proactive, sous forme de caravanes de sensibilisation qui sillonnent différentes régions du pays, en sus de la collaboration avec les mosquées, de l'organisation de sorties dans les places publiques et de conférences au niveau des universités, des résidences, des écoles et des centres de formation, ainsi que des programmes d'information.

Par ailleurs, des organisations de la société civile ont intensifié les opérations de sensibilisation aux risques de noyade dans les plages et les plans d'eau, suite à la hausse du bilan des morts, jugeant impératif de conjuguer les efforts pour diffuser la culture de la prévention contre ces accidents. Dans une déclaration à l'APS, les acteurs de la société civile s'accordent sur l'impératif d'inculquer aux citoyens les bons comportements à adopter dans les plages afin de se protéger et de préserver



leur enfants, notamment les adolescents, étant les plus exposés aux risques de noyade, et d'organiser des campagnes de sensibilisation au niveau des plages et des réserves d'eaux dans les régions intérieures du pays.

A ce propos, le coordinateur national de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Fadi Tamim, a rappelé que la baignade dangereuse, aussi bien dans les plages interdites que dans les plans d'eau tels que les bassins et les barrages, constituait un véritable danger qui récolte des vies humaines à chaque saison estivale, d'où l'impératif de freiner ce phénomène en usant de divers moyens, dont la conscientisation des citoyens. Et d'ajouter que la majorité des accidents dans les régions côtières surviennent au niveau des plages non surveillées, lorsque le drapeau rouge est hissé ou en dehors des heures de travail des maîtres-nageurs, ce qui retarde les interventions en cas de noyade, outre le danger de pollution auxquels les mineurs peuvent

être exposés. Les plans d'eau sont, en fait, des eaux stagnantes exposées à la pollution, où il est difficile de se baigner, car ce sont des eaux douces mélangées à de la boue, ajoutée à cela les débris de branches d'arbre, de graves accidents peuvent vite survenir, a-t-il encore expliqué.

Pour Fadi Tamim, le principal message que les associations veulent transmettre à travers les campagnes de sensibilisation est que «tout lieu de baignade non surveillé est un véritable danger», insistant, à ce propos, sur l'impératif pour les jeunes et les adolescents d'éviter les bagarres et les défis lors de la baignade, qui peuvent avoir de lourdes conséquences sur leur vie.

De son côté, la présidente de l'association des secouristes, Lila Bahi a affirmé que de nombreux dépassements ont été constatés lors des sorties de sensibilisation, notamment la baignade au niveau des barrages, soulignant que la majorité des auteurs de ces dépassements sont des adolescents et des enfants.

### LIBAN

## Mansouri, futur gouverneur par intérim de la banque centrale

Wassim Mansouri, l'actuel premier vice-gouverneur de la banque centrale du Liban, a confirmé qu'il assurerait l'intérim à la tête de l'institution à partir de mardi et a demandé au gouvernement à mettre en place des réformes longtemps repoussées.

Wassim Mansouri, 51 ans, a déclaré lors d'une conférence de presse lundi que la nouvelle direction de la banque centrale prévoyait d'imposer des restrictions sévères sur les prêts accordés au gouvernement, et que ce financement devrait à terme prendre fin.

Il a ajouté que les autorités devaient également supprimer progressivement une plateforme de change controversée connue sous le nom de Sayrafa et lever l'ancrage de la monnaie locale sur le dollar américain.

Riad Salamé, 73 ans, quitte sa fonction de gouverneur de la banque centrale après 30 ans aux manettes et alors qu'il est impliqué dans des scandales de corruption, accusations qu'il rejette.

La classe politique libanaise,



profondément divisée, n'a pas réussi à désigner son successeur, et le poste revient donc premier vice-gouverneur selon la loi.

Les dirigeants de la banque centrale sont sélectionnés dans le cadre du système de partage du pouvoir sectaire qui régit les autres postes à responsabilité au Liban.

Wassim Mansouri, musulman chiite, a été nommé en juin 2020 avec trois autres vice-gouverneurs, un musulman sunnite, un druze et un catho-

lique arménien. Riad Salamé est catholique maronite. Tous ont été approuvés par les chefs politiques de leur groupe religieux respectif.

L'absence de nomination d'un nouveau gouverneur est le reflet d'un dysfonctionnement plus large qui a privé le Liban d'un gouvernement doté de tous ses pouvoirs et d'un président, affaiblissant encore davantage un État paralysé par un effondrement financier qui dure depuis quatre ans. Les hommes politiques au

pouvoir n'ont pris que peu de mesures pour remédier à cet effondrement, attribué à des décennies de dépenses inconsidérées et de corruption supervisées par des factions sectaires longtemps dominantes.

Wassim Mansouri a reçu une formation d'avocat et a travaillé comme consultant juridique auprès du ministère des Finances et du Parlement ces dernières années, selon sa biographie sur le site Internet de la banque centrale.